

NUMERO A 8 PAGES

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 380 - 4F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

DECEMBRE 1984
20^e ANNEE

4 FF
2 FS

n° 380

MANOEUVRES ANTI-OUVRIERES DE L'ETAT

Nous avons prévu que l'année 1984 allait se traduire par une accentuation de l'offensive de l'Etat et des patrons contre les travailleurs. Les faits qui sont têtus ont malheureusement confirmé une sérieuse détérioration globale de la situation des masses à travers notamment la surexploitation et l'oppression plus particulière de certaines couches comme les chômeurs et les immigrés. Cette offensive a été entreprise par le gouvernement de gauche avec la participation active de toutes ses composantes c'est-à-dire le PS et le P^oC^o. Cette action qui était la seule envisageable, du point de vue des intérêts de l'ordre capitaliste et impérialiste français a été relayée par la pression et les cris quasi hystériques de l'opposition de droite et d'extrême-droite dont le seul objectif était et demeure de mobiliser les forces sociales de la bourgeoisie et des classes moyennes. En focalisant toute la bataille politique sur cette opposition le gouvernement et la gauche tentent de crédibiliser l'action de l'Etat comme un moindre mal pour les travailleurs et dans le but de se préparer à intervenir face à un éventuel "dérapage social" c'est-à-dire à une riposte d'envergure des masses soumises à une pression sans cesse croissante.

Les résultats sont là et à mi-chemin du septennat de Mitterrand particulièrement significatifs. Sur le plan de la défense des intérêts de l'impérialisme la gauche a intensifié une politique d'interventionnisme doublée d'une propagande chauvine sans précédent que ce soit au Tchad et au Liban ou par rapport aux luttes de résistance dans les "DOM-TOM" et plus particulièrement en Nouvelle-Calédonie.

Sur le plan politique au-delà d'une monopolisation renforcée de l'intoxication idéologique et des initiatives le gouvernement a accentué la répression policière et juridique (augmentation du nombre des détenus dont la majorité est en détention provisoire brisée dans les geôles par les brigades quotidiennes des matons, extraditions, etc.) ainsi que la chasse aux immigrés en butte à une répression administrative, aux ratonnades policières (comme celle menée le 6 décembre à Paris par plus de 500 policiers et CRS) qui favorisent les crimes racistes.

Sur le plan social le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter alors que le pouvoir d'achat baisse tandis que la pauvreté et son cortège de misère se généralise parmi les couches les plus démunies.

Sur le plan économique enfin l'Etat a engagé, sous couvert de modernisation, une action pour consolider les privilèges généraux et les profits du système capitaliste afin de lui permettre d'affronter dans les moins mauvaises conditions l'approfondissement de la crise mondiale. Ainsi l'hebdomadaire bourgeois "Le Nouvel Economiste" du 19/11/84 indique dans une enquête comparant le bilan de mi-septennat de Mitterrand à ceux de Pompidou et de Giscard indique que les 4 domaines dans lesquels l'action gouvernementale de Mitterrand surclasse celle de ses prédécesseurs concerne la marge des entreprises (+ 3 %, Pompidou + 0,1 %, Giscard - 2 %) , de la bourse (+ 81 % de l'indice CAL de la Bourse de Paris, Pompidou 0 %, Giscard + 1,5 %) les taux d'intérêts (+ 2,51 %, Pompidou + 1,75 %, Giscard - 1,62 %) et ... la paix sociale (120 000 milliers de journées perdues par mois, Pompidou: 250 000, Giscard: 241 000). Quelle éclatante confirmation !

Mais la gauche s'est terriblement usée à remplir sa fonction d'instrument docile de l'Etat bourgeois, ce qui a conduit à l'occasion du test des élections européennes de juin 1984, à un important recul puis à la dislocation du programme contre-révolutionnaire et anti-prolétarien d'Union de la Gauche. Venue au pouvoir en 1981 avec pour slogan "changer la vie" le gouvernement de gauche a en moins d'un an entrepris une politique de rigueur c'est-à-dire d'austérité et de modernisation sur le dos des masses laborieuses pour préserver les profits de l'appareil productif capi-

(Suite en page 4)

Nouvelle-Calédonie : pour l'indépendance immédiate et sans condition

Restitution du territoire et de toutes ses richesses aux Kanaks

Jusqu'à l'arrivée de Pisani, les événements se sont précipités en Nouvelle-Calédonie à la suite du boycott réussi des élections à l'assemblée territoriale par le FNLS. La présente négociation permettra de connaître la détermination réelle des différents protagonistes: l'impérialisme français d'un côté, défendu de façon conjuguée par la droite locale (RPCR et la milice paramilitaire MOP, mouvement pour l'ordre et la paix qui organise et entraîne plus de deux mille hommes) et par le gouvernement qui cherche à se présenter comme un arbitre; de l'autre les forces indépendantistes essentiellement kanakes, certes disparates (voir le Prolétaire n° 371) mais réunies pour l'heure au sein du Front National Kanak Socialiste.

Il faut espérer que le mouvement anticolonial ne se laissera pas enliser dans les négociations, les concessions au gouvernement socialiste et les plans d'indépendance progressive et partiel (sous forme par exemple d'un Etat fédéral ou du maintien d'une

LA REVENDICATION AGRAIRE ET TERRITORIALE

Pour les Kanaks, dépossédés après 1855 de l'essentiel de leurs terres, en particulier des plus riches qu'ils avaient soigneusement cultivées et irriguées pendant 3 millénaires, la question agraire constitue un point essentiel et le ciment de leur revendication anticoloniale et nationale (voir le Prolétaire n° 370).

L'office foncier créé en 1982 estimait alors, très officiellement la propriété européenne à 400 000 ha répartis entre 2 500 exploitations et les "réserves" mélanésiennes (peu exploitées et peu exploitables) à 160 000 ha sous forme de propriété collective des tribus.

En fait le potentiel d'élevage extensif, l'agriculture vivrière ayant été ruinée par la destruction de l'équilibre millénaire et par des importations massives, au travers d'un circuit commercial aux mains des caloches (colons de vieille souche).

La gauche arrivée au pouvoir a voulu lancer une "restitution" des terres,

déjà prévue d'ailleurs dès 1975 par Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. En fait l'Etat a racheté généreusement (environ 2 000 F. l'ha) les terres les plus incultes aux colons, incités à investir ces sommes ailleurs, pour les remettre aux tribus qui n'ont pas grand chose à en faire dans le contexte du marché alimentaire tel qu'il existe, envahi par des produits d'importation.

L'agriculture calédonienne ne représente que 3 % du PIB et la part qui est aux mains des kanaks ne suffit pas à leur assurer leur subsistance. Cette situation créée de toute pièce par l'occupation française se retrouve pratiquement dans tous les DOM-TOM.

Mais il faut bien dire que la véritable fonction des broussards européens (dont 900 familles occupent plus de terres que tous les Kanaks réunis !) n'est pas tant de produire que d'occuper les terrains, de disloquer la société traditionnelle, pour assurer d'autres activités bien plus lucratives !

LES ENJEUX ECONOMIQUES ET STRATEGIQUES



On sait que la Nouvelle-Calédonie recèle 43 % des réserves mondiales connues de nickel, ce métal stratégique

(Suite en page 2)

De la Marche de 83 à Convergence 84

DE LA MARCHÉ 83 POUR L'EGALITE ET CONTRE LE RACISME A CONVERGENCE 84 POUR L'EGALITE
OU EN EST LE MOUVEMENT ANTI-RACISTE AUJOURD'HUI ?

Les dix dernières années ont vu se développer une combativité accrue dans les rangs de la classe ouvrière immigrée, notamment, par rapport aux conditions de logement (lutte des foyers), aux droits syndicaux et aux conditions de travail (automobiles, saisonniers, etc.), à l'obtention de la carte de séjour et de travail (lutte des sans-papiers).

Aux grèves de la faim du début des années 1970 ont succédé des luttes à caractère nettement prolétarien comme les magnifiques grèves dans l'automobile pour ne parler que des plus récentes, qui, au-delà des revendications immédiates liées aux conditions de vie et de travail, allaient dans le sens de l'affirmation du droit à l'organisation et de l'égalité des droits syndicaux et politiques pour les travailleurs étrangers, conditions nécessaires du renforcement des luttes ouvrières pour l'avenir. L'opération "régularisation des sans-papiers" du gouvernement de gauche en 1982 est la

En pratique, l'opération régularisation déboucha sur les, désormais, fameuses grèves de Talbot-Citroën, donnant à toute la classe politique officielle l'occasion d'hurler au terrorisme et à la manipulation intégriste. Comment s'étonner alors de la vague de crimes racistes qui s'en est suivie ?

Ce qu'il importe de constater, c'est qu'une politique déterminée (il ne saurait être question d'inconséquence à ce niveau-là à moins de prendre les Mitterrand, Mauroy, etc. pour des naifs ou des imbéciles), conduit, dans des circonstances données, à libérer certains "réflexes" pour tenter de maîtriser un processus qui tend à dérapage; l'hystérie du discours engendre le crime en pratique.

A leur tour ces réactions chau-

"reconnaissance" de l'importance de ces luttes par la bourgeoisie française en même temps qu'une tentative réussie, pour l'instant, de diviser les travailleurs immigrés en bons et mauvais; les clandestins entrant dans la deuxième catégorie.

Cette opération a été préparée par les états-majors politiques et syndicaux qui, des socialistes aux communistes, jugeaient indispensables de contrôler les flux migratoires en fonction des besoins économiques et de la paix sociale, et même de fermer les frontières, pour le PCF, tout en proposant des projets de loi, des chartes sur l'immigration, etc. pour définir les statuts à géométrie variable des immigrations. L'immigration familiale, la carte de 10 ans sont des démonstrations pratiques de la continuité de la politique avant et après mai 81; il ne s'agit nullement de définir des droits égaux pour tous mais de saucissonner les travailleurs immigrés en tranches socio-économiques adaptées au banquet national.

La situation politique actuelle ne tombe donc pas du ciel, ni n'est le fruit du hasard ou de la folie; elle est le résultat d'une politique anti-ouvrière consciente combinée à des facteurs historiques (guerres anti-coloniales) et aux exigences des différentes couches bourgeoises, semi-bourgeoises, moyennes, etc. y compris l'aristocratie ouvrière qui aspirent à la sécurité et à la stabilité relative des années 60 même si cela doit se faire en précipitant encore plus le prolétariat des métropoles, le prolétariat et les masses sans réserve des pays dominés dans la misère. Il sera toujours possible de pleurer hypocritement ensuite sur les Ethiopiens qui meurent de faim.

(Suite en page 3)

Nouvelle-Calédonie

(Suite de la page 1)

qui entre dans la composition des aciers spéciaux. L'économie a flambé pendant quelques années (jusqu'en 1972) grâce à une rapide croissance de la production de minerai de nickel, exporté massivement vers le Japon. Puis le marché s'est retourné sous l'effet de la crise mondiale et parce que le Japon a préféré importer du nickel déjà transformé d'Indonésie. Il n'en reste pas moins que l'impérialisme français n'est pas prêt d'abandonner aux Kanaks cette réserve fabuleuse qui pourrait être exploitée par des sociétés australiennes, japonaises ou américaines.

A côté du nickel on sait que ce pays recèle aussi d'importantes réserves inexploitées de chrome, de fer, de cobalt, de mercure, de cuivre, de manganèse, d'or, d'antimoine, de tungstène, sans parler des fameux nodules polymétalliques qui reposent sur la plate-forme continentale et qui seront ramassés un jour ou l'autre. En outre la firme Australec vient de détecter du pétrole offshore dans les fonds calédoniens, grâce à une série de discrets préforages.

N'oublions pas en outre que si la France peut prétendre rester un des grands empires maritimes, c'est par la possession coloniale d'un certain nombre d'îles, entre autres dans le Pacifique, le Pacifique Sud, aux antipodes de la métropole, c'est un intérêt stratégique qui n'échappe à personne. Dans le concert des grandes puissances rivales la France veut garder son mot à dire, protéger ses bases polynésiennes, son champ d'expérimentation nucléaire et sa présence en Antarctique. 3 000 hommes sont

basés en permanence en Nouvelle-Calédonie sans parler des renforts qui ont afflué pour faire face au soulèvement.

Ce tour d'horizon illustre bien l'enjeu dont il est question pour l'impérialisme français. Contrairement à un pays comme l'Algérie par exemple (puisque la comparaison a pu être faite en raison de l'importance de la colonie de peuplement, d'ailleurs encouragée les dernières décennies par l'Etat pour assurer une majorité électorale blanche face aux mélanésiens), il est difficile pour l'impérialisme d'envisager une décolonisation complète d'un territoire si lointain en concédant aux Kanaks la souveraineté sur l'ensemble du territoire, tout en assurant le maintien de sa présence économique et de bases militaires dans la région.

A l'opposé, pour le mouvement indépendantiste kanak, il serait illusoire de se contenter simplement de la récupération de l'essentiel des terres, en laissant les colons et l'impérialisme français en place soit sur un petit territoire autour de Nouméa, soit au travers d'un Etat fédéral. Une telle "indépendance" de banthoustan garderait intact leur asservissement économique et social.

POUR ETRE REELLE ET VIABLE, LA SOUVERAINETE KANAK DOIT S'ETENDRE A TOUT LE TERRITOIRE ET A TOUTES LES RICHESSES DE NOUVELLE-CALEDONIE.

Cela suppose qu'au sein du FNLS les composantes les plus conscientes et les plus radicales prennent le dessus sur les forces enclines au compromis, et qu'elles se dotent face à l'Etat français et aux caloches organisés et armés (on comp-

te en moyenne 3 armes à feu par foyer) de moyens organisationnels et militaires pour asseoir un rapport de force favorable.

LES COMBINES BOURGEOISES

Toutes les fractions bourgeoises s'accordent sur l'essentiel: préserver les intérêts historiques de la France dans la région, et éviter le "bain de sang" (il s'agit bien sûr du sang blanc, le sang kanak n'ayant guère compté jusqu'ici).

Olivier Stirn (qui connaît bien la situation comme ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de Giscard) affirme clairement que: "le mot d'ordre du gouvernement ne doit pas être autodétermination mais indépendance (...). C'était une grave erreur de fixer la date de 1989 pour le référendum. Les choses doivent être faites en 85 (...). Il faut expliquer aux Kanaks que s'ils refusent une indépendance consensuelle avec les Européens sous l'égide de la France ils devront un jour ou l'autre subir les pressions des Russes, des Chinois ou des "Lybiens". Et de prôner des concessions mutuelles et une redistribution équitable des terres ... Il pense même pouvoir rallier Chirac à cette indépendance dans le consensus ("Libération" du 30/11/84).

Il est vrai que les promesses socialistes non tenues et le report du référendum à 89, alors que la droite a clairement annoncé qu'elle l'annulerait en cas de victoire en 86, ont poussé à une radicalisation des mélanésiens.

Les fractions bourgeoises ne sont évidemment pas dupes du jeu politique qu'elles entretiennent complaisamment, les unes jouant du bâton, les autres du pipou.

Il s'agit de tirer sur toutes les ficelles pour amener le FNLS à se démolir et à accepter sous une forme ou une autre le maintien de la présence française.

Parmi toutes les recettes proposées, celle de Jospin, qui a été approuvée par le PS, est particulièrement pernicieuse: il s'agirait d'organiser deux votes séparés (pour la communauté blanche et pour la communauté mélanésienne), ce qui est une façon de reconnaître la légitimité de la présence coloniale, de préparer un partage territorial et éventuellement un Etat fédéral.

Si la droite crie hypocritement au racisme à propos de ce projet, le mouvement indépendantiste ne doit pas, de son côté, se laisser prendre au piège: seuls les mélanésiens et ceux qui s'y rallient sont concernés par l'indépendance nationale face à l'Etat français. C'est à eux seuls d'en décider, et de se réappropriant l'ensemble de cette colonie française, quitte à accorder ensuite la citoyenneté nouvelle ou un droit de séjour et de travail aux européens qui le demandent et qui ne sont pas là pour leur nuire.

Il serait totalement irréaliste et politiquement criminel de demander à la population mélanésienne, dont une faible partie a fait l'expérience du travail salarié dans les mines ou dans les fermes de se situer immédiatement sur le terrain de l'internationalisme prolétarien surtout avec les ouvriers blancs en général imbus de leurs privilèges.

En revanche il serait possible de rallier des franges significatives de l'immigration prolétarienne en provenance de Walli, de Tahiti et d'Asie (26 000 en tout, ce qui est un chiffre non négligeable par rapport aux 58 000 Kanaks et aux 40 000 Européens). Cette tâche revient aux fractions les plus conscientes et les plus avancées politiquement au sein du FNLS, et pourrait donner l'impulsion prolétarienne nécessaire pour que la lutte de libération nationale permette l'épanouissement d'une culture de classe moderne.

Il y a 30 ans, l'insurrection algérienne

Le trentième anniversaire de l'insurrection de la Toussaint 1954 a été l'occasion pour les nostalgiques de l'ère coloniale de se manifester avec force mais, plus significativement, il a mis en lumière l'accord profond de tous les partis avec toutes les aspirations de l'impérialisme, même lorsque celles-ci ont été battues en brèche par l'histoire. On a vu défiler coudes à coudes devant les monuments aux morts les gaullistes ex-barbouzards et les anciens OAS (définitivement blanchis et réintégrés dans le corps des officiers pour toucher leurs retraites par le gouvernement PC-PS); on a vu les drapeaux en berne aux frontons des mairies de droite, mais aussi du PS; on a vu le maire PCF de Martigues interdire la projection du film "la bataille d'Alger".

Non, décidément, la vieille France colonialiste n'est pas morte. Elle vit et prospère sous des habits à peine rafraîchis de l'exploitation de ses prolétaires (français ou immigrés) comme du pillage et de la sur-exploitation des masses pauvres et des prolétaires des pays du Tiers-Monde, au premier rang desquels, ses anciennes colonies.

Si, malgré le tintamarre de la présence à Alger de Chysson, on sait encore souvent le rôle des socialistes en général et de Mitterrand (ministre de l'Intérieur lors du début de la guerre et plus tard en tant que Ministre de la Justice responsable de condamnations à mort par les tribunaux de dizaines de militants) en particulier, dans le déclenchement et l'intensification de la guerre d'Algérie, le rôle du PCF est beaucoup moins connu grâce à sa présence dans l'opposition pendant toute cette période, il peut prétendre n'avoir eu aucune responsabilité dans les crimes de l'impérialisme français. L'organisation de grandes manifestations vers la fin de la guerre, non pour le soutien à la lutte d'indépendance nationale, mais pour la simple paix en Algérie, lui permet pourtant aujourd'hui de se donner à peu de frais des allures anti-colonialistes.

Or, les responsabilités du PCF sont énormes. Non seulement, le moment venu, il n'hésita pas à voter pour l'investiture du gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet (en 1956), puis à voter les "pouvoirs spéciaux" destinés à l'escalade militaire, mais surtout il utilisa toute son influence - alors écrasante - sur la classe pour empêcher toute liaison entre les masses insurgées et les travailleurs français. Lorsque la sourde inquiétude, qui se manifestait sporadiquement par des explosions de colère et de violentes manifestations spontanées, en particulier contre l'envoi du contingent en Algérie par Guy Mollet (la répression policière fit des morts et des blessés), mais qu'il réussit toujours à circonscrire, s'amplifia dangereusement, le PCF la canalisa dans de grandes manifestations pacifistes et inoffensives grâce à la réactivation des réflexes anti-fascistes et pour la défense de la République.

Le problème pour les marxistes n'est donc pas de maudire la classe ouvrière française parce qu'elle n'a pas alors apporté son aide à la lutte contre l'impérialisme français, laissant du même coup les travailleurs et les masses algériennes isolées et sous la coupe de forces bourgeoises et petites-bourgeoises. Il est de comprendre les raisons profondes de cette passivité et de l'influence du PCF. Pour renouer avec la solidarité internationale, il aurait fallu que le prolétariat rompe avec les forces réformistes, dont la puissance est un fait matériel, et non de conscience, lié à leur capacité de médiation des revendications ouvrières élémentaires et leur intégration à l'Etat

bourgeois. Pour retourner aux traditions de classe, il aurait fallu rejeter l'étroitesse corporative, la mentalité aristocratique et chauvine distillées en permanence par l'ordre bourgeois, diffusées par l'aristocratie ouvrière et basées sur la possibilité réelle pour des couches ou des secteurs ouvriers de s'élever au-dessus de la masse. Pour échapper à l'influence des "lieutenants ouvriers de la bourgeoisie" il aurait fallu reconstruire des structures et des réseaux classistes ce qui ne pouvait qu'être le résultat de luttes de grande ampleur et coïncider avec l'organisation d'une fraction de la classe en parti politique révolutionnaire. Mais dès sa sortie du gouvernement en 1947 issu du bloc de la résistance (motivée par l'agitation sociale incontrôlée), le PCF avait réussi à se remettre à la tête des luttes et à reprendre sa fonction de gestionnaire des aspirations ouvrières. La rupture des masses avec la contre-révolution en un mot, seule la fin du cycle d'expansion capitaliste et l'arrivée de la crise économique pouvait en apporter les prémisses, en réduisant radicalement la possibilité de garantir au prolétariat, fut-ce sous la pression de luttes revendicatives mêmes dures qui n'ont jamais cessé, le maintien et l'augmentation régulière de son niveau de vie.

Les révolutions anti-coloniales se heurtèrent donc à l'impuissance du prolétariat des métropoles impérialistes, mais elles contribuèrent puissamment à éroder les causes de cette impuissance. En France la révolution algérienne obligea le PCF à se dévoiler comme complice et même agent direct de l'impérialisme, ébranlant pour la première fois à cette échelle sa force politique et semant les germes de la future vague politique du gauchisme soixante-huitard. D'autre part la perte des plus beaux fleurons de son empire colonial obligea l'impérialisme français à pousser le développement industriel sur son sol et à liquider une paysannerie parasitaire qui avait servi pendant les III^e et IV^e Républiques comme un formidable facteur de stabilité sociale, provoquant ainsi l'accumulation des tensions sociales qui devaient exploser en 68.

La révolution anti-coloniale algérienne ne put dans les conditions historiques d'alors - absence du prolétariat mondial comme force révolutionnaire - dépasser l'horizon bourgeois de la constitution d'un Etat national (dont les chefs trinquent aujourd'hui avec les bourreaux des insurgés). Grâce au courage et à l'héroïsme des masses exploitées elle put vaincre l'impérialis-

me français. Mais pour la révolution socialiste future, qui mûrit des 2 côtés de la Méditerranée, l'union combattante du prolétariat des métropoles et de la "périphérie" sera la condition de la victoire. Les raisons de la défaite de la vague révolutionnaire prolétarienne des années 1920 tiennent à l'isolement du foyer révolutionnaire russe. Demain, la bourgeoisie mondiale qui n'a pas oublié cette leçon, fera tout pour s'opposer à l'unité révolutionnaire du prolétariat international. Aujourd'hui les communistes révolutionnaires doivent tout faire pour travailler à cette unité en étant conscients que le prolétariat des métropoles aura à surmonter la méfiance politique née de sa tragique passivité devant les guerres coloniales, méfiance qui sera surmontée lorsqu'apparaîtra un mouvement de lutte anti-impérialiste prolétarien liant la lutte contre les guerres coloniales actuelles à la lutte pour le renversement de l'ordre bourgeois.

Le PCF, qui regroupait alors la majorité de l'ancienne SFIO majoritairement acquise à l'opportunisme, apparaît dès sa création, comme fortement entaché de tares réformistes et social-impérialistes. Un des points d'accrochage les plus retentissants avec l'Internationale fut la présence en son sein de positions ouvertement colonialistes, défendues par des sections en Algérie. La victoire internationale du stalinisme, c'est-à-dire la soumission des PC à l'ordre capitaliste, fit du PCF le ferme soutien à l'impérialisme et au colonialisme français qu'il n'a jamais cessé d'être depuis.

Les quelques citations officielles du PCF ci-dessous, qui sont loin d'être exhaustives, montrent comment le social-impérialisme stalinien, en fidèle chien de garde de ses maîtres bourgeois, s'opposa dès le début à la lutte d'émancipation nationale des masses algériennes (pour une analyse plus générale de l'attitude des partis de gauche lors de la guerre d'Algérie, cf "Le Proletaire" n° 364).

PERLES DU SOCIAL-IMPERIALISME.

A propos des manifestations de 1945 en Algérie, sauvagement réprimées (45 000 morts): "il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute" (Communiqué au Comité Central, 12/5/1945).

"Une délégation commune du PCF et du PC Algérien a été reçue le 10 mai par le chef du cabinet du gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti Populaire Algérien (parti indépendantiste de Messali Hadj - NDLR) et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang" (Alger Républicain, 12/5/1945).

Après l'insurrection du 1^{er} novembre 1954: "(...) en de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine (sic!), le parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient

"pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense des droits". (Déclaration du PCF sur la situation en Algérie, 8/11/54).

Le PCF ne put longtemps continuer à faire passer les insurgés pour des suppôts du colonialisme. En 1957, plus de 3 ans après le début de l'insurrection, il fut contraint de parler de nation algérienne, mais avec les arguments suivants: "l'objectif la plus utilisée pour nier l'existence d'une nation algérienne est celle consistant à parler de "2 communautés" distinctes: l'une française, l'autre musulmane (...). En réalité, pour qui ne veut pas se contenter d'observations superficielles et celles que soient les différences effectives existant encore entre eux, il est certain qu'ils ont déjà de réels traits communs. Par exemple dans leur manière de parler le français (sic! NDLR) et dans certaines façons de vivre et de réagir (...). Pour l'Algérie la conquête française, puis la colonisation ont, sous certains aspects, généré et retardé la formation de la nation algérienne: par exemple sur le plan culturel, le combat mené contre la langue arabe ..." (Cahiers du Communisme, juillet 1957). A noter que ce sont les mêmes arguments qui sont utilisés aujourd'hui par les colonialistes pour, à travers l'existence de la minorité "caldoche", justifier le maintien d'un ordre social colonial.

Lors de la venue au pouvoir de De Gaulle après le coup de forces des militaires à Alger en 1958: "Solaats, marins, sous-officiers et officiers, nous vous appelons comme le demande le chef de l'Etat à rester "sous l'autorité du Gouvernement de la République". Exprimez votre fidélité et votre loyauté à la République par des messages au président Coty. Ne laissez pas se développer les intrigues des comploteurs qui voudraient détourner l'armée du devoir. Dans ces heures graves, l'armée se serrera autour de la nation et de la République, elle sera en toutes circonstances aux côtés du peuple contre les hommes du coup d'Etat. Vive l'armée française, armée de la nation et de la République! Vive la France!" (Déclaration du PCF, le 18/5/58).

Ce sera ce même thème de la défense de la République qui sera utilisé lors des grandes manifestations "pour la paix en Algérie" comme après la répression de Cnaronne utilisée par la gauche parce que les morts étaient français, alors que des dizaines de morts algériens, lors de la répression de la manifestation parisienne quelques semaines auparavant, n'avaient suscité que l'indifférence, ou des commentaires hypocrites, chez cette même gauche, PCF compris. C'est la défense de la République et l'antifascisme qui seront encore utilisés pour le soutien à De Gaulle lors des putschs d'Alger ou lors de l'offensive OAS ainsi que lors du référendum plébiscite sur les accords d'Evian.

Jusqu'au bout, contre vents et marées, le PCF n'aura servi qu'un seul maître, l'impérialisme, et aura fait de son mieux pour défendre un seul intérêt, l'intérêt bourgeois.

De la Marche de 83 à Convergence 84

(Suite de la page 1)

CONVERGER VERS QUOI ? COMMENT ? ET POURQUOI FAIRE ?

La marche de 83 est née en réaction à la vague de crimes racistes et anti-jeunes de l'été 83.

Contrairement aux luttes ouvrières qui ont plus ou moins bien réussies à se dégager de l'influence paralysante de l'opportunisme syndical, surtout dans la lutte des foyers avec la création d'un comité de coordination des foyers en lutte, et après des années de lutte et d'expériences le mouvement anti-raciste de 83 est né à l'image des premières grèves de la faim au début des années 70, encadré et chapeauté par des forces sociales et politiques liées à l'Eglise et à la gauche, comme la Cimade et les syndicats CFDT et CGT; les organisations du type Cimade jouant le rôle de passerelle entre les travailleurs immigrés isolés et souvent inorganisés et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier français (1).

Un an après, Convergence 84 réédite l'initiative de 83 sans en avoir tiré un bilan ou plutôt en en reproduisant les aspects les plus faibles et donc aussi les plus dangereux pour le renforcement d'un anti-racisme véritable.

En effet, malgré les désaccords exprimés tout au long du parcours entre les organisations "traditionnelles", professionnelles de l'anti-racisme, et la coordination nationale de Convergence, distincte du collectif parisien de soutien qui regroupait les premières (2), la simple lecture de la presse de Convergence, et à plus forte raison le contact avec les rouleurs, montre une désorientation extrême et une absence de proposition concrète pour ce qui concerne le futur immédiat, et montre du même coup l'absence d'alternative.

Bien que Convergence affirme ne pas vouloir mobiliser pour revendiquer, elle revendique cependant une égalité abstraite que tout le monde peut accepter en paroles. C'est le cas d'une organisation comme la Cimade, ce qui n'empêche pas celle-ci de se prononcer en faveur des dernières mesures gouvernementales sur l'immigration familiale; on pourrait multiplier les exemples sur les quotas, le FAS, etc. toutes ces mesures discriminatoires qui se combinent avec des déclarations de principe sur l'égalité, la fraternité et la liberté.

Bien que Convergence affirme ne pas vouloir mobiliser pour organiser, elle s'empresse de critiquer de la manière la plus abstraite possible la prétention des organisations anti-racistes à vouloir représenter le mouvement et à l'organiser selon ses propres objectifs. Loin de renforcer la lutte elle introduit l'idée que toute organisation est par nature un obstacle à la lutte. Si certaines organisations sont des obstacles à la lutte, ce sur quoi nous pouvons être en accord, il faudrait en expliquer les causes.

Ce qui ressort des critiques multiples développées sur les thèmes de l'organisation et du mouvement revendica-

tif, est une équation du style organisation + revendication = sectarisme.

Cette équation on la retrouve dans l'opposition, abstraite une fois de plus entre repli sur soi et ouverture, avec pour corollaire, le postulat que Convergence, elle, se branche sur la réalité, veut rencontrer directement les jeunes, etc. La phobie de la récupération est la traduction sentimentale sur le plan politique de ce rejet du mouvement organisé et revendicatif.

Ces attitudes et positions, plus ou moins clairement revendiquées non seulement par les "convergents" mais aussi par les jeunes prolétaires eux-mêmes en réaction à l'immobilisme social qui prévaut aujourd'hui, appellent quelques remarques.

Toute lutte implique une direction générale qui trace la marche à suivre. Pour que la revendication de l'égalité pour tous ne se perde pas dans le général et l'abstrait, il faut nécessairement la définir concrètement, c'est-à-dire lui donner un sens précis en rapport avec la lutte en cours. Le seul mot d'ordre général et concret qui indique avec clarté le sens des luttes particulières nées sur le terrain de l'immigration est celui du refus de tout contrôle de l'immigration, c'est-à-dire du refus de toutes les mesures discriminatoires sur le plan politique et syndical qui, de fait, aujourd'hui, sont appliquées en fonction de critères tels que la nationalité, le salaire, le comportement public, etc. La moindre concession dans ce domaine conduit automatiquement à faire de l'immigration un phénomène à part et à donner aux travailleurs immigrés un statut particulier; bref, soit à accepter l'ordre des choses ou à vouloir simplement l'aménager sans modifier les rapports sociaux généraux qui fondent la situation actuelle.

A ceux qui trouveraient cette revendication utopique, nous pouvons répondre par avance que tout changement social paraît toujours utopique. De plus, une indication générale n'a pas pour but sa réalisation immédiate mais sert à donner le sens général du combat en le définissant concrètement. Si l'égalité pour tous est bien une revendication générale, elle n'en demeure pas moins abstraite, coupée de la réalité et donc acceptable par tous, y compris par le raciste Le Pen qui défend l'égalité pour tous les français quel que soient leurs religions, leurs origines, etc. (3).

"Non au contrôle de l'immigration" n'est récupérable que par ceux qui luttent véritablement et sans arrière-pensée pour les intérêts immédiats des travailleurs étrangers et par voie de conséquence dans l'intérêt plus général des travailleurs français et immigrés.

Par ailleurs, la dénonciation du sectarisme, du repli sur soi, etc. reste là encore général et abstrait si on n'exprime pas concrètement le sens de cette critique.

Bien ou mal, la réalité de la lutte de classes veut qu'un certain développement historique produit certaines organisations. Le regretter est une perte de temps; en déduire que par nature toute organisation est un obstacle à la lutte est une catastrophe pour le renforcement de la lutte. Le résultat de cette déduction est de renforcer les organisations serviles existantes en drainant vers elles les énergies et les empêchant ainsi de s'organiser indépendamment sur une base et pour des méthodes et des objectifs qui lui soient propres. De fait, Convergence en est réduit à jouer le rôle de la mouche du coche ou de la bonne conscience universelle par rapport à des organisations anti-racistes traditionnelles dont elle critique l'insuffisance, l'apathie, l'hésitation, etc. En critiquant d'autre part la récupération gauchiste, minoritaire, le repli sur soi (veut-on parler des Assises de Lyon qui avaient "expulsé" le soutien "français" ?) et en ne proposant aucune autre alternative, elle aboutit à empêcher qu'une indépendance de lutte se manifeste en s'organisant pratiquement pour tenter de regrouper ceux qui doutent de l'efficacité du dialogue entre associations et pouvoirs publics et lui préfèrent la lutte ouverte et directe contre tous ceux qui d'une manière ou d'une autre se font les larbins actifs ou passifs d'une politique anti-ouvrière et anti-immigrée.

Ce choix, loué par les uns parce qu'ils n'ont pas à craindre de devoir s'affronter à une force organisée et indépendante, et craint par les autres, comme Delorme de la Cimade par exemple, parce que la violence risque de déboucher sur des révoltes dans les quartiers au lieu d'être canalisée dans les canaux inoffensifs de l'animation socio-culturelle et de gestion de la misère, conduit à une impasse et ne peut que contribuer à plus long terme à une dé-moralisation et à une dé-mobilisation. N'est-ce pas le sentiment exprimé par d'ex-marcheurs de 83 et qui reflète probablement l'état d'esprit de nombreux jeunes prolétaires après que le rassemblement de décembre 83 se soit dilué dans un enthousiasme sans perspective ?

La marche de 83 et Convergence 84 ont vu la mobilisation des jeunes dits de la deuxième génération; il s'agit d'une autre fraction du prolétariat que celles qui ont participé aux luttes des foyers, des luttes des sans-papiers, de l'automobile, etc. néanmoins ces luttes qui amènent des couches différentes sur le terrain de la lutte entre les classes peuvent et doivent converger pour s'opposer de plus en plus radicalement à tout contrôle de l'immigration.

Les communistes révolutionnaires doivent organiser l'action dans cette perspective en s'appuyant sur tous les éléments d'avant-garde qui se dégagent et se dégageront des différentes luttes menées sur les différents fronts de classe. Cela signifie pratiquement:

1) Participation active aux différentes luttes qui se mènent sur des terrains d'intervention tels que le logement,

l'usine, l'obtention de papiers pour les clandestins, la lutte contre les violences racistes, les luttes menées par les familles victimes du racisme, etc.

2) Défense d'une lutte prolétarienne indépendante dans les faits et pas seulement en paroles. Il ne suffit pas, en effet, de dénoncer les faux-amis pour satisfaire à cette exigence; pour que cette dénonciation ait une valeur pour les masses en lutte, et non pas seulement pour les communistes révolutionnaires elle doit se réaliser dans l'action en cours et sur la base de la pratique des différentes forces présentes dans les luttes.

3) Unification des différentes luttes. Dans cette perspective il faut faire converger les différentes luttes et non pas les opposer les unes aux autres; par exemple: les luttes dans les usines aux luttes des jeunes dans les quartiers. La complexité des rapports de classe qui tend à dépouiller le prolétariat de toute solidarité effective pour le réduire à une masse d'individus étrangers et hostiles les uns aux autres, crée les conditions de l'éparpillement des luttes. SEULE L'ORGANISATION CONS-CIENTE DES DIFFERENTES LUTTES EN UN MOUVEMENT GENERAL QUI SUPPOSE UNE INDEPENDANCE DE CLASSE peut dépasser cet isolement relatif à condition que cette indépendance de classe ne nie pas les mouvements particuliers mais cherche au contraire à les insérer dans une perspective unique.

Non au contrôle de l'immigration !
Pour l'égalité des droits politiques et syndicaux entre travailleurs français et immigrés!
Pour une lutte prolétarienne indépendante de toutes les forces bourgeoises !
Non au dialogue, oui à la lutte directe !
Contre les divisions entre prolétaires, le travailleur clandestin n'est pas l'ennemi de son frère de classe !
Pour l'unité combattante entre les travailleurs quel que soient leurs nationalités, leur sexe, leur âge !

1) Cf. E ... comme Esclaves, éditions Alain Moreau; chapitre 8: grève de la faim pour la carte de travail, p. 293.

2) Se reporter à la presse de novembre et à l'article du MRAP, paru dans "Le Monde" du 5/12/84.

3) La lecture de l'article d'Etienne Babilar, membre du PCF, paru dans "Le Monde" du 1/12/84 en page 2 est instructive à cet égard. S'appuyant sur l'idée de l'égalité pour tous, défendue par Convergence, il y dit dit: "les rouleurs de Convergence ont ... "placé très haut la barre. Ils ont pris le "risque de globaliser toutes les revendications...", ce faisant ils ont dénoncé "comme intoxication et imposture le faux problème de l'immigration..." et de conclure que c'est à la gauche d'entendre le message pour agir. Dans le même temps on n'hésite pas à assimiler les revendications particulières à des mesures de protection et d'assistance. Qui récupère quoi ?

L'Eglise: force de conservation sociale

Le trait caractéristique de l'actuelle phase de développement capitaliste est d'augmenter considérablement le nombre des masses sans-réserves ou en d'autres termes de **pauvres**.

Dans les pays de jeune capitalisme où le développement économique a entraîné un exode massif de la paysannerie vers les villes ou plutôt vers les **bidonvilles** le nombre de prolétaires inemployés a augmenté dans des proportions considérables.

Dans les pays de vieux capitalisme, l'évolution de la crise conduit également à augmenter le nombre de personnes sans travail; d'où la campagne sur les "nouveaux pauvres", nouvelle croisade de l'Eglise, et de l'abbé Pierre qui va jusqu'à demander la création d'un gouvernement d'unité nationale pour faire accepter et partager les sacrifices nécessaires selon lui, à une amélioration du sort des plus pauvres.

Naturellement cette évolution économique (augmentation de la misère) entraîne et entraînera de plus en plus des changements socio-politiques. L'armée industrielle des "nouveaux" pauvres, rejetée de la production, est en même temps rejetée de la vie sociale et politique. Ce phénomène doit nécessairement se traduire par une diminution relative de l'influence de l'opportunisme dont l'énergie est presque entièrement consacrée à sauvegarder les privilèges de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire à maintenir l'ancienne cohésion nationale qui fondait la prospérité relative des années 60 pour les pays de vieux capitalismes.

Mais c'est naturellement dans les pays de jeune capitalisme comme l'Amérique Latine, le Moyen-Orient, etc. que les amortisseurs sociaux sont les plus faibles, ceci pour des raisons historiques, politiques, économiques et sociales.

Ici, comme partout ailleurs, le développement capitaliste détermine l'organisation du prolétariat en transformant une partie des anciens paysans en nouveaux ouvriers; les autres, chassés de leurs terres par le développement industriel, doivent attendre leur tour pour pouvoir être exploités et ne plus vivre d'expédients, de mendicité, de prostitution, etc. et de **charité chrétienne**.

Si les ouvriers peuvent s'organiser en syndicats, ce qui est souvent très difficile et dangereux (voir en Amérique Latine et Amérique Centrale, par exemple), les "pauvres", eux, doivent recourir aux organismes d'aide et d'assistance humanitaire. Dans ce domaine le rôle et le poids des Eglises sont essentiels.

C'est cela qu'il s'agit de comprendre: l'augmentation de la misère donne de la force et de la puissance sociale à la religion dans la mesure où l'opportunisme "trahit" la révolution, ou, en d'autres termes, abandonne au capital la direction de la société et fait du prolétariat une classe parmi d'autres, entièrement préoccupée à ne défendre que ses maigres acquis et privilèges. Les communistes révolutionnaires, eux, revendiquent pour le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, la direction de la lutte pour l'instauration de la dictature prolétarienne internationale.

Dans ce cadre, la théologie de la libération (1) qui fait tant couler d'encre et provoque la colère du Vatican, est une manifestation, non pas de la radicalisation de l'Eglise, mais de l'intensité de la lutte des classes dont les secousses provoquent des fractures au sein de cette institution hautement bourgeoise qu'est l'Eglise catholique. **Marxisme et christianisme sont absolument inconciliables.** La lutte de classes a déjà tranché en coupant l'Eglise, en

église des pauvres et en église des riches. Les partisans de la théologie et de la libération sont étrangers à ce processus; ils n'ont fait que l'accompagner. Aucune idéologie n'a la force par elle-même de pousser le prolétariat ou les masses opprimées à la lutte. Pour que la lutte soit possible et qu'elle se développe il faut les conditions sociales de son apparition et de son développement. De ce point de vue, il serait absolument stupide et même criminel d'opposer les partisans de la théologie de la libération aux dignitaires de la hiérarchie catholique dont l'idéologie est commune même si les méthodes pour poursuivre le même but sont différentes.

Ernesto Cardenal, prêtre-ministre du Nicaragua, prêche et justifie la violence au nom de Dieu, et appelle les pauvres à la révolte contre les classes riches et indifférentes aux malheurs des classes pauvres. Pour lui, la violence n'est pas le produit inévitable d'un système social mais l'expression d'une volonté arbitraire, contre laquelle il faut s'insurger puisque le dialogue n'est plus possible.

Les communistes révolutionnaires, eux, indiquent les causes réelles de la violence et de l'exploitation et cherchent à organiser la classe prolétarienne à l'échelle internationale dans le but explicite d'instaurer, non pas la démocratie du peuple, mais la dictature d'une classe.

Le rôle des communistes révolutionnaires est la défense du point de vue de classe sur le plan théorique et pratique. Cette défense du point de vue de classe suppose à son tour le regroupement des militants communistes en une force politique organisée, capable de peser sur le devenir de la lutte des classes. Enfin, l'intervention dans les luttes doit nécessairement partir

d'une conscience claire des processus politiques et sociaux en cours. C'est pourquoi, si on s'en rapporte à ce qui est écrit plus haut, la question à résoudre n'est pas "jusqu'à quand l'idéologie religieuse et combattante pourra accompagner la lutte des masses ?" mais "comment les communistes révolutionnaires peuvent-ils soustraire les masses à l'influence réactionnaire des différentes idéologies, y compris la théologie de la libération, dès aujourd'hui ?" c'est-à-dire en en préparant les conditions sur le plan théorique et pratique. Pour cela, évidemment, il faut bien autre chose que l'anathème communiste. Pour cela il faut être capable de descendre sur le terrain réel de la lutte de classes, sans rêver de ce qu'il pourrait être si les communistes révolutionnaires étaient plus forts, en analysant à chaque instant le rapport de force entre les classes pour renforcer les rangs du prolétariat sur la base des faiblesses et des reculs de l'ennemi dans la lutte.

1) Nous avons l'intention dans l'avenir de traiter plus en détail ces importantes questions soulevées par le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale et d'apporter une explication marxiste du phénomène religieux lié, soit dit en passant, à la prostitution du marxisme par les faux communistes et socialistes du monde entier.

IMPRIMERIE:

ICAL
 3, rue de la Division Leclerc
 67000 Strasbourg.
 Distribue par les NMPP
 n° d'inscription à la commission
 paritaire de presse : 52926

MANOEUVRES ANTI-OUVRIERES DE L'ETAT

(Suite de la page 1)

taliste. Malgré un recentrage de la vie politique destiné à continuer à monopoliser le terrain politique au service de la bourgeoisie la gauche connaît des difficultés. Cependant si sur le plan politique le gouvernement et l'ensemble des forces politiques et syndicales sont en avance sur les réactions de lutte prolétarienne l'Etat a malgré tout, pris un certain retard dans le "dégraissage" de l'appareil productif, "dégraissage" destiné à préparer de meilleurs rendements et donc une consolidation des profits sur une base plus large; retard qui s'explique par la volonté de frapper les masses tout en cherchant à les paralyser par des solutions bidons du style stage de formation et des promesses fallacieuses ainsi que par une individualisation des rapports sociaux c'est-à-dire une politique de division et d'isolement que seuls les appareils militants de l'opportunisme politique et syndical peuvent mener efficacement.

Pour prendre un exemple significatif, Renault à lui seul est obligé de réduire ses effectifs de 99 000 en septembre 84 à 89 000 fin 85. La direction de l'entreprise s'efforce d'agir par étapes pour prévenir de vastes mouvements de résistance ouvrière: recours "au volontariat" (c'est-à-dire départ en préretraite et aide au retour) stage de formation réunifiée pour un re-

classement interne (c'est-à-dire une déqualification voilée et une dévalorisation du travail rémunéré), congés de reconversion rémunérés à 70 % pour un reclassement externe plus qu'hypothétique. Un tel plan d'attaque non seulement rogne les profits patronaux mais de plus son acceptation par les travailleurs reste hypothétique. D'ailleurs "Le Nouvel Economiste" du 10 décembre parle de "valse en 3 temps sur un volcan économique et social".

Cela signifie qu'aux yeux de la bourgeoisie la crédibilité du gouvernement et des forces de gauche ne se joue pas sur leur capacité de gestion économique (domaine dans lequel ils ont fait leurs preuves sur le dos des masses) mais bien sur leur capacité à contrôler et à dévoyer les inévitables mouvements de résistance prolétarienne. C'est le souci d'efficacité dans ce domaine qui a commandé l'opération de redéploiement politique de cet été ainsi que la définition d'une démarche plus critique de la part des appareils syndicaux CGT mais aussi FO et la CFDT et du P"CF. La fonction d'une telle attitude n'étant évidemment pas de faire changer aujourd'hui le gouvernement d'orientation mais bien de se donner les moyens de canaliser les mouvements de mécontentement qui s'exprimeront demain.

Cependant rien ne dit que ce dispositif suffise à asphyxier le développe-

ment de luttes et à maintenir un contrôle sur les travailleurs. A cet égard les élections de 1985 et surtout les élections législatives de 1986 constitueront un test significatif quant à l'influence des partis de gauche. Dans cette perspective le gouvernement de gauche continuera son action anti-ouvrière tout en saupoudrant éventuellement de quelques illusions à charge pour le PS de parvenir à élaborer une tactique permettant de justifier la politique de modernisation qui frappe les travailleurs comme une préparation d'un futur progrès social (mais sur ce plan fort heureusement il est difficile de faire prendre des vessies pour des lanternes en brassant du vent) tout en cherchant à préparer une solution politique de cohabitation gouvernementale et parlementaire de centre-gauche; à charge pour le P"CF de pauffer une démarche de soutien critique qui semble loin de devoir être efficace.

Finalement le secours pourrait venir d'une opposition de droite et d'extrême-droite durcissant son discours et provoquant un réflexe de défense républicaine parmi les travailleurs tout en crédibilisant l'image d'une gauche représentant un moindre mal. L'opposition de droite et d'extrême-droite se doit aussi de mobiliser son électoral et sa clientèle afin d'être en mesure d'intervenir à la fois pour pousser le

gouvernement à ne pas freiner sa politique anti-ouvrière et pour se donner les moyens d'occuper le devant de la scène pour contrer tout "dérapage" social. De plus, l'attitude précise adoptée par Giscard, Barre et Chirac dans les prochaines semaines permettra de voir si la droite joue davantage la carte de l'union ou de la différence dans la perspective de la préparation des présidentielles de 1988.

C'est à l'épreuve des faits que la bourgeoisie déterminera l'usage qu'elle peut faire de la gauche contre les masses ouvrières et laborieuses.

Quoiqu'il en soit nous ne pouvons que nous réjouir que conjointement au déploiement d'un dispositif tactique la bourgeoisie reste confrontée à l'exigence de définir une stratégie à plus long terme qui soit véritablement opératoire (voir "Le Proletaire" n° 379). Il semble qu'au-delà des différents scénarios, ce sont les faits qui trancheront.

Pour ce qui nous concerne ce qui importe c'est de dénoncer à travers une intervention aussi différenciée que possible tous les aspects des manoeuvres politiques de l'Etat et des différentes forces bourgeoises et opportunistes qui toutes au-delà de leurs rivalités et de leurs affrontements sont engagées dans la défense du même système d'asservissement et d'exploitation des masses.

NOS TACHES PRESENTES ET NOS PERSPECTIVES

Cet article s'inscrit dans la suite naturelle de tous les articles qui ont déjà été consacré à la crise de l'ex-réseau du PCI (1). Dans le numéro précédent nous avons rappelé les deux acquis fondamentaux de l'ex-réseau du PCI qui a volé en éclat à l'automne 1982: l'effort pour mener en permanence une activité militante de parti tendant à combiner en permanence les tâches d'orientation, de propagande, d'agitation, d'intervention et d'organisation; cela sur la base des possibilités réelles fournies par les conditions objectives et subjectives de la situation et puis l'internationalisme comme base de l'élaboration d'une orientation politique programmatique-tactique révolutionnaire et de la constitution d'un réseau militant internationaliste et international de parti.

Malheureusement ces acquis ne représentent plus en raison de l'ampleur des dégâts provoqués par notre crise des résultats matériels et tangibles. Ils constituent uniquement une ligne perspective générale qui précisément doit être mise en oeuvre et se concrétiser par l'élaboration d'une praxis militante autant que possible complète. C'est pourquoi le problème qui se pose à nous est de repartir, sur la base de ces acquis et à la lumière d'un bilan des erreurs et des insuffisances passées, du point exact où l'effort passé s'est brisé. A ceci près que nos forces réelles sont aujourd'hui terriblement modestes et que donc nos capacités concrètes immédiates d'influer sur le cours des événements sont très faibles voire nulles. Et pourtant nous sommes fermement persuadés que c'est dès maintenant qu'il faut jeter les bases d'un travail qui sera long et que nous devons mener avec autant de détermination que de patience inébranlables. Car nous avons conscience que la trajectoire pour la constitution d'une organisation révolutionnaire internationale de parti (comme facteur indispensable de la préparation révolutionnaire des masses prolétariennes et de leur émancipation) sera complexe et qu'elle passera par des phases successives. Cela nous impose avec d'autant plus d'urgence la nécessité d'élaborer une perspective cohérente susceptible d'encadrer et d'orienter le développement d'une activité militante de parti en cherchant à la maîtriser et à la centraliser dès le début au maximum.

LES TACHES DE PARTI : PROPAGANDE, AGITATION, ORGANISATION.

Ainsi le véritable problème auquel nous sommes confrontés est-il d'élaborer des orientations politiques susceptibles d'impulser un travail différencié d'intervention et d'organisation militante et de construction d'une organisation de parti susceptible de mener des tâches différenciées et articulées les unes aux autres sur le triple plan de la propagande, de l'agitation et de l'organisation. A cet égard nous pensons que nous n'avons pas à reconstruire du point de vue des résultats concrets obtenus, l'ancien réseau du PCI qui a volé en éclats, ce qui reviendrait à chercher à colmater des brèches béantes et à mener un travail de replâtrage superficiel, mais à dépasser qualitativement et pratiquement le niveau atteint par l'ex-réseau organisé du PCI tant du point de vue de son fonctionnement interne que de son activité militante d'intervention externe. C'est pourquoi nous pensons qu'un tel travail doit se fonder sur une double base politique, programmatique et tactique, pour se développer efficacement dans le temps et dans l'espace.

Par les tâches de propagande nous entendons un travail systématique d'analyse concrète de la situation concrète et d'élaboration d'orientations politiques sur des bases marxistes révolutionnaires. L'élaboration de ces orientations doit s'appuyer de manière vivante sur la réalité complexe de la lutte des classes ainsi que sur la détermination des perspectives dont cette réalité est porteuse afin de délimiter les objectifs généraux qui s'imposent (ou s'imposeront) à la révolution prolétarienne. C'est là une impérieuse nécessité pour permettre à la théorie révolutionnaire d'être une arme efficace capable de guider le développement de la lutte révolutionnaire prolétarienne et d'encadrer les tâches présentes dans une perspective historique solide et cohérente. Une telle manière de mener les tâches de propagande suppose donc le refus de chercher uniquement dans l'analyse de la réalité une confirmation de la validité du marxisme ou l'occasion de faire un simple rappel des textes "classiques" trans-

formées en catalogue de formules vides de sens et déclinées pieusement dans le but d'illuminer quelques bonnes âmes. Pour nous la propagande n'a de sens que si elle est conçue comme une manière politique d'utiliser la théorie révolutionnaire en tant qu'arme d'orientation et de direction politique. Comme le disent nos Thèses de Milan "un corps de thèse ne sert à rien si "ceux qui accueillent avec un enthousiasme "de type littéraire ne réussissent pas ensuite, dans l'action pratique, à en saisir l'essence et à le respecter" (En Défense, page 219). On le voit, les tâches de propagande n'ont de sens que liées à l'élaboration (en fonction des conditions objectives et subjectives) d'une stratégie militante révolutionnaire et à son illustration pratique et vivante. Cela signifie que les tâches de propagande doivent être prolongées et complétées par les tâches spécifiques d'agitation, cela dans le cadre d'une activité de parti. Les tâches d'agitation doivent permettre d'illustrer dans la pratique et de manière dynamique des aspects particuliers de la stratégie militante révolutionnaire ainsi que des orientations politiques générales élaborées en liaison avec les développements particuliers de la lutte des classes. L'agitation doit donc avoir pour fonction de défendre et d'impulser des orientations de lutte alternatives et indépendantes de toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise face aux manoeuvres des forces capitalistes et opportunistes ainsi que face aux initiatives des forces non révolutionnaires prolétariennes qui inévitablement cherchent et chercheront à occuper le devant de la scène. Les tâches d'agitation sont ainsi liées à la mise en oeuvre d'un programme d'action immédiat de l'organisation révolutionnaire de parti, c'est-à-dire de la ligne politico-tactique. L'articulation des tâches d'agitation aux tâches de propagande ayant pour objectif de relier le programme d'action immédiat (et qui est indispensable pour que l'organisation militante ne se réduise pas à un groupe d'opinion) de l'organe parti au programme stratégique général. Car

"pour nous, le parti est un tissu, un système dont la fonction est d'accomplir les tâches révolutionnaires de celles-ci sous tous "leurs aspects et dans toutes leurs phases "successives et complexes" (Thèses caractéristiques in En Défense, p. 171). Mais la revendication de toutes les tâches du parti et le travail de propagande ne suffisent pas (même si elles sont indispensables) à fonder automatiquement un partivivant menant une activité adaptée à la situation objective et subjective et capable, de la sorte, d'évoluer selon une ferme continuité programmatique et politique à travers des "phases successives et complexes". Encore faut-il l'élaboration et l'application d'un projet politique immédiat destiné à articuler théorie et activité révolutionnaires dans une praxis unitaire et continue. L'agitation est précisément l'illustration dynamique de ce projet politique d'action immédiate (qu'on peut aussi appeler programme d'action) au service d'orientations et d'initiatives de lutte sur le terrain de la lutte des classes. Ainsi l'agitation n'a de sens que si elle est encadrée par les tâches de propagande (faute de quoi elle se réduirait à des formules velleitaires et en définitive sans prise sur la réalité) mais en même temps constituer l'indispensable traduction pratique de la propagande en termes réels lui donnant ainsi toute sa dimension d'arme au service d'un effort politique d'orientation alternative de lutte et de direction réelle.

Cependant les tâches de propagande et d'agitation ne prennent tout leur sens que si elles s'inscrivent en permanence dans un travail d'intervention et d'organisation aussi systématique que possible face à toutes les questions partielles et sur tous les fronts de lutte immédiate (à caractère aussi bien économique et social que politique) qui concernent les conditions de vie et de travail des masses. Cela représente une exigence vitale même dans les périodes les plus défavorables où la bourgeoisie et ses laquais de tous bords monopolisent toutes les initiatives et où le rapport de force est défavorable pour les travailleurs. Car "même dans une situation défavorable, et même dans les pays où elle "l'est le plus, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure "activité de propagande écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exception, la vie du parti doit s'intégrer "dans la vie des masses, même lorsque ses "manifestations sont influencées par des "directives opposées aux nôtres" (Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable, 1965 in En Défense, page 211).

Les tâches d'intervention et d'organisation dans les luttes partielles doivent, pour aboutir à des résultats pratiques (et cela quelque soit le temps qu'il faudra pour y arriver), partir des problèmes réels tels qu'ils se posent concrètement au mouvement social et quelque soit le degré de prise de conscience et de maturation de celui-ci. On peut même dire que les tâches d'intervention et d'organisation sont d'autant nécessaires et vitales quand le mouvement social se trouve engagé dans une lutte en véhiculant les orientations les plus confuses et les plus erronées. Car c'est précisément en partant du mouvement réel en

prenant pour ce qu'il est et non pas pour ce qu'on voudrait qu'il soit qu'il sera possible à une activité militante de parti de contribuer à la maturation des mouvements de lutte partielle et au regroupement des énergies les plus saines et les plus combattives, c'est-à-dire les plus avancées, de se regrouper sur des positions de lutte partielle réellement indépendantes et de permettre ainsi le développement d'un processus d'unification des énergies secrétées par les luttes partielles, ainsi l'indispensable élargissement de ces luttes au moyen de liens horizontaux aussi stables et solides que possibles.

Nous avons dit que ces tâches d'intervention et d'organisation sont vitales, et cela à double titre. D'abord du point de vue de l'organe militant de parti qui doit ainsi sur le terrain politique, et parce qu'il est guidé par une double ligne programmatique et tactique (programme d'action immédiat), apprendre à réagir par rapport aux initiatives des forces adverses ou non révolutionnaires tout en cherchant, quand cela est possible à susciter des initiatives directes de mobilisation et de lutte. Car ce n'est qu'ainsi qu'une organisation de parti peut se tremper à l'épreuve de la réalité, en dehors de tout illuminisme esthétique comme de tout académisme puriste en s'instruisant du mouvement social tout en cherchant à l'instruire. C'est le seul moyen de concrétiser le "mode de fonctionnement "et de travail d'un parti révolutionnaire qui "doit conquérir et non pas garder jalousement les acquis du passé, qui doit envahir "les territoires de l'adversaire et non se "contenter de barricader les siens au moyen "de tranchées et de cordons sanitaires".

Tâches d'intervention et d'organisation vitales ensuite du point de vue de la maturation du mouvement lui-même c'est-à-dire du point de la préparation des capacités de mobilisation et de riposte de couches prolétariennes combattives sans cesse plus larges et plus nombreuses. Ce n'est en effet que par une capacité d'organisation indépendante et durable conquise par un travail patient et tenace mené sur tous les terrains (l'usine, le quartier, etc.) et à l'occasion des différents fronts partiels de mobilisation que les mouvements de lutte pourront s'amplifier et dépasser tous les obstacles dressés pour la division et l'isolement des énergies combattantes tout en surmontant les inévitables confusion et orientations erronées afin de modifier le rapport de force et de favoriser le développement d'initiatives de masse. Le devoir des communistes est donc de combiner un travail d'orientation politique mené de manière non académique avec un travail d'intervention et d'organisation dans les différents regroupements à caractère syndical ou politique pour la défense des intérêts immédiats réels mais aussi pour la préparation des conditions de lutte susceptibles de s'élargir en une riposte qualitativement supérieure.

Ces deux aspects, loin de s'opposer doivent au contraire s'articuler étroitement et s'enrichir mutuellement à travers l'élaboration d'un programme d'action lui-même évoluant en s'adaptant à l'évolution des phases successives et complexes de la reprise de la lutte des classes.

UN DOUBLE OBJECTIF : SE LIER AUX MASSES, DEVENIR UNE FORCE D'INITIATIVE.

L'effort pour se lier aux masses suppose donc la capacité de développer un travail à caractère de masse. Il est clair qu'au départ ce travail ne permettra de se lier qu'aux énergies les plus avancées et les plus combattives cherchant à se regrouper sur des positions indépendantes; il s'agira précisément de contribuer en partant des besoins de ces luttes à la cristallisation de la mobilisation sur des bases cohérentes et solides tout en cherchant à lui donner les moyens matériels et organisationnels d'entraîner des couches sans cesse croissantes. Il serait cependant périlleux de croire que la mobilisation des masses se réalisera d'un seul coup. Il est beaucoup plus probable qu'elle suivra une trajectoire heurtée faite d'avancées et de reculs, suivant elle-même l'évolution du rapport de force entre les classes ainsi que des différents courants secrétés précisément par le heurt des classes. C'est pourquoi l'effort pour se lier aux masses devra inévitablement se développer à travers une confrontation avec les différentes forces d'avant-garde. Cela suppose (et supposera) donc une approche différenciée des différentes couches combattives. De ce point de vue il convient (et conviendra) de distinguer d'une part les avant-gardes secrétées par les luttes partielles en contribuant par une action appropriée et une activité à caractère de masse s'appuyant sur les besoins réels de ces luttes à aider ces avant-gardes à se placer sur des positions non-épisodiques afin d'impulser une mobilisation croissante et un élargissement de leurs énergies. Il convient de distinguer d'autre part les avant-gardes directement politisées avec lesquelles il y aura lieu de mener un travail plus complexe (toujours et partout relié à la défense des intérêts immédiats de vie et de travail des masses) de confrontation politique pour peser sur leurs militants ou les courants qui les composent afin d'en sélectionner les forces les plus saines et les plus avancées afin de les rassembler autour de positions et d'orientations d'action et de lutte qui ne sauraient être le résultat de compromis ou de marchandages. Confrontation politique indispensable qui pour être efficace doit cependant être en permanence reliée aux tâches d'intervention et d'organisation pour la défense des intérêts immédiats des masses et l'émergence de ligne de lutte indépendante de toute influence non prolétarienne.

C'est pourquoi l'effort pour se lier aux masses par un travail à caractère de masse doit être étroitement soudé à l'élaboration d'une politique révolutionnaire et d'une organisation de parti. Ainsi il convient de "participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités,

LA SITUATION PRESENTE.

Bien entendu nous ne pensons pas que l'élément déterminant du rapport de force soit aujourd'hui notre extrême faiblesse, ne nous prenant, comme nos lecteurs peuvent facilement le concevoir, pour le nombre du monde; même si les questions que nous posons et les tâches que nous nous assignons représentent des exigences centrales et vitales pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

La situation présente est d'abord déterminée par l'aggravation et l'approfondissement depuis une dizaine d'années de la crise qui agite l'infâme ordre capitaliste et impérialiste mondial. Le développement de cette crise qui se caractérise par une contraction des échanges commerciaux mondiaux ainsi que par une crise de rentabilité et de productivité provoquée par la baisse tendancielle des taux de profit notamment dans les grands bastions productifs de l'impérialisme (ce qui explique l'important ralentissement des taux de croissance des principales économies mondiales), indique clairement que le système capitaliste est entré dans une phase nouvelle. Cette phase nouvelle qui suit une période d'accumulation intensive de près de 30 ans se caractérise par une concurrence économique sans cesse accrue, la fameuse "guerre de tous contre tous" menée sur le plan commercial, entraînant une aggravation des tensions politiques, diplomatiques et militaires ainsi que des rivalités interimpérialistes. Ces tensions multiples sont accentuées et rendues encore plus complexes par le caractère profondément inégal du développement capitaliste mondial faisant apparaître des liens de dépendance et d'oppression entre des zones de haute concentration industrielle, les métropoles impérialistes et des zones périphériques. C'est pourquoi les tensions qui s'accumulent dans le monde entier deviennent de plus en plus complexes sans pouvoir se réduire exclusivement à un conflit Est-Ouest ou Nord-Sud.

Le caractère inégal et combiné de développement de l'ordre capitaliste mondial à l'époque de l'impérialisme entraîne un cours de plus en plus chaotique et contradictoire dans lequel la lutte des classes des différentes zones se développe à des rythmes et selon des caractéristiques différentes. Ainsi dans les métropoles impérialistes les forces capitalistes ont pu enli-

ser la lutte des classes dans un réseau serré d'amortisseurs sociaux largement entamés par la crise mais qui cependant permettent de retarder la reprise de lutte sur une base générale; cela d'autant plus que la mise en place de ces amortisseurs a permis de corrompre une fraction de la classe prolétarienne, l'aristocratie ouvrière, et de détruire de fond en comble les traditions de lutte. Cette réduction des capacités de riposte et de lutte des masses est accentuée par la division et l'isolement dus à un incessant effort mené par la bourgeoisie pour "individualiser les rapports sociaux". Cela explique le caractère encore hésitant de mouvements de riposte sur une large base comme l'a montré la flambée épisodique des sidérurgistes lorrains en avril 84. Mais parallèlement la courageuse lutte des mineurs anglais indique que des pans entiers des murs édifiés par les forces capitalistes des métropoles pour asphyxier la lutte des masses sont en train de se lézarder sérieusement en attendant de s'écrouler.

Dans les zones périphériques, où il n'y a pas d'amortisseurs, le développement de la crise provoque des explosions violentes (comme c'est le cas au Maghreb par exemple) et génère des plus rapides des masses en train de se forger une expérience indépendante de classe inédite. Mais le fait que ce processus de maturation soit encore à ses premiers pas entraîne qu'il se complique par l'émergence de courants politiques et idéologiques franchement réactionnaires (courants religieux, intégristes, etc.) qui constituent autant d'entraves sur la voie d'un développement de la lutte sur des bases de classe authentiquement indépendantes. Néanmoins ces courants réactionnaires loin d'être des résurgences d'un passé révolu sont l'expression ouverte du caractère inégal et combiné du développement du système capitaliste mondial. A cet égard il y a un lien dialectique serré entre le régime réactionnaire d'Arabie Saoudite et les multinationales de l'impérialisme US. Car tout le système mondial repose sur une base faite d'un jeu complexe de poussées et de contre-poussées. Une base faite de profondes différences (l'offensive bourgeoise se traduit par des risques de baisse du pouvoir d'achat de 5 à 10 % pour les masses des pays européens alors qu'elle se traduit ailleurs, en Amérique Latine ou en Asie

pour encourager leur développement, mais "en les reliant constamment aux buts finaux "révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classes comme des voies "d'accès aux luttes futures indispensables, "en dénonçant le danger de se replier sur "des réalisations partielles comme si elles "étaient des fins en elles-mêmes, et de leur "sacrifier ces conditions de l'activité et de "la combativité de classe du prolétariat que "sont l'autonomie et l'indépendance de son "idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti " (Thèses de Lyon, in En Défense, p. 112). Car la constitution du parti comme force d'initiative, d'orientation et de direction politiques représente en définitive le point d'appui indispensable de la reprise révolutionnaire prolétarienne. Un parti capable en définitive de relier la tactique indirecte, qui lui permet de développer des positions de lutte par rapport aux offensives des forces adverses mais aussi par rapport aux initiatives des autres courants politiques influençant telle ou telle couche des masses ouvrières et exploitées, à la tactique directe qui lui permet d'entraîner des couches sans cesse croissantes des masses sur des objectifs qui lui sont propres et qui constituent autant de jalons sur le chemin de l'émancipation révolutionnaire. Car " le but "suprême de cette activité complexe du parti " est de réaliser les conditions subjectives "de la préparation du prolétariat: il s'agit "de le mettre en mesure de profiter des "possibilités révolutionnaires objectives que "fourmille l'histoire, dès qu'elles apparaîtront, "de manière à vaincre au lieu d'être vaincu" (Thèses de Lyon, in En Défense, p. 112).

Telles sont donc les perspectives générales à la lumière desquelles nous devons tendre à accomplir l'ensemble des tâches communistes car l'organisation révolutionnaire se construit par tous les bouts à la fois. Cela ne signifie pourtant pas que nous ayons une vision indifférenciée de ces perspectives et que l'ensemble des tâches des communistes révolutionnaires internationalistes doit être toujours menée de la même manière. L'élaboration et le développement de ces tâches doit au contraire évoluer à travers une succession de phases complexes et adaptées à l'évolution du rapport de forces entre les classes (la situation objective) ainsi qu'au développement de l'organisme du parti lui-même. Il faut dire que si nous avons la ferme volonté d'entreprendre dès aujourd'hui une activité militante de parti tendanciellement complète, cherchant en permanence à relier la théorie, les principes, le programme et la tactique, cette activité dépend en premier lieu des données de la situation présente, c'est-à-dire des conditions objectives ainsi que de nos propres forces qui sont terriblement... modestes.

NOS PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT.

La détermination des différentes phases par lesquelles doit passer notre effort militant pour élaborer une ligne politique de parti et une organisation de parti doit non seulement s'adapter à l'évolution de la situation (dans la perspective de devenir un facteur de sa transformation révolutionnaire) mais doit également encadrer la définition d'un plan tactique lui-même sans cesse précisé et approfondi pour suivre l'évolution de la lutte des classes toute en cherchant à l'influencer. Les différentes phases que nous pouvons prévoir de notre développement doivent être conçues comme ayant chacune leurs caractéristiques propres (déterminées par le degré de maturation de la lutte des classes ainsi que par l'évolution des capacités de l'organisation de parti) tout en étant reliées par une continuité dans l'effort notamment pour relier en permanence théorie, programme, principes, et tactique et pour articuler étroitement les tâches de propagande, d'agitation et d'organisation qui fonde la solidité de l'activité militante de parti et lui permet d'évoluer en se renforçant. Il faut dire que l'évolution à travers ses différentes phases posera à chaque fois d'une manière plus précise et plus cohérente (donc à la fois nouvelle et continue) la réalisation de l'ensemble des tâches communistes. La détermination de ces différentes phases ne saurait être en tout cas conçue comme une vision par étape ponctuelle à chaque fois par la constitution d'une organisation différente puisque c'est la même organisation qui doit chercher à évoluer à travers l'application d'une tactique-plan continue et sans cesse approfondie.

La première phase, à laquelle nous sommes directement confrontés est celle de la constitution d'un réseau politique organisé stable sur des bases internationalistes et internationales. Pour nous la constitution d'un tel réseau passe d'une part par la définition de tâches internes (élaboration d'une ligne politique et pro-

serve sur des bases de luttes indépendantes. Partout il importe que pour avancer sur cette voie se dégage une force organisée communiste révolutionnaire internationaliste capable d'intervenir dans les différents pays et les différentes zones où elle se trouve tout en cherchant à centraliser son action sur une base internationale sans cesse plus large.

Certes pour ce qui nous concerne, nous partons aujourd'hui de presque rien mais c'est sur ce chemin que nous voulons avancer et qu'il faudra avancer même si par malheur nous-même échouons dans cette tentative, car c'est la condition indispensable de la victoire.

Cela suppose la détermination de nos tâches présentes en même temps qu'une vision aussi claire que possible des principales phases de ce que devra être notre propre développement politico-organisateur.

grammatique fondée sur une analyse scientifique de la situation et de ses perspectives de développement, définition d'un projet politique et tactique d'activité immédiate, organisation correspondant aux tâches ainsi définies) et de tâches externes (activité militante de presse et de publication, ainsi que définition d'axes d'intervention, ce dont nous parlerons un peu plus loin); mais aussi d'autre part, par un effort immédiat et authentiquement internationaliste et international pour placer directement la constitution d'un réseau politique organisé stable sur des bases autant que possible immédiatement internationale. Pour nous les deux aspects de cet effort de constitution d'un réseau politique organisé stable sont inséparables et représentent un trait caractéristique principal. C'est notre façon à nous d'appliquer en pratique les leçons du bolchevisme selon lesquelles le parti se construit par tous les bouts à la fois. C'est dans ce cadre que se situe la résolution internationale que nous publions dans ce numéro. Pour nous il est exclu de concevoir la constitution d'un réseau de parti comme s'inscrivant d'abord dans le cadre d'un pays pour ensuite se transformer en une fédération d'organisations nationales. Il faut au contraire choisir de chercher à centraliser dès le départ (quelques soient les délais ou les retards imposés par la situation objective) l'activité politique de parti sur une base internationale, c'est d'ailleurs sur cette base principale (à laquelle il faut ajouter des analyses divergentes sur l'articulation de l'ensemble des tâches politiques et tactiques ainsi que des analyses différentes sur la situation concrète au Moyen-Orient, en Amérique Latine, en Italie etc.) que notre démarche s'est dans les faits éloignée et séparée de celle du groupe de militants qui en Italie sort le journal "Combat". Car l'internationalisme doit commencer par se traduire en actes dans la question centrale du parti pour ne pas rester une simple proclamation d'intention.

(Suite en page 6)

Vie du parti

Nous publions ci-dessous une résolution internationale qui correspond à un premier résultat concret dans l'effort de constitution d'un réseau politique international de parti, effort qui représente un des traits caractéristiques de notre démarche depuis octobre 1982 et qui doit, nous en sommes fermement convaincu, accompagner et guider en permanence notre activité militante quotidienne. Nous savons que le processus d'homogénéisation qui s'exprime sur la base d'un bilan des acquis et des insuffisances ou des erreurs de l'ex-réseau du PCI ainsi que sur la base de l'élaboration d'une ligne d'orientation politique articulant un programme et une tactique immédiate n'en est qu'à ses débuts. Nous sommes persuadés que ce processus s'élargira à d'autres camarades issus de l'ex-réseau du PCI aussi bien qu'à des forces nouvelles. Cela devra se faire mais uniquement sur la base des orientations qui sont définies ci-dessous et qui se situent dans le droit prolongement de toute notre démarche jusqu'à aujourd'hui.

RESOLUTION DE LA REUNION INTERNATIONALE DE DECEMBRE 1984.

La réunion a regroupé des camarades ou groupes de camarades issus de l'ancien réseau du PCInt. Etaient présents: les camarades grecs de Komounistiko Programma, des camarades italiens qui ont rompu avec l'organisation "Combat" après une lutte politique menée depuis juillet 1983 et enfin le comité d'orientation politique qui assume la responsabilité de la publication du journal "Le Proletaire" en France et en Suisse.

Cette réunion part de la constatation de la désagrégation complète de l'ancien réseau du PCInt. Cependant les participants ont reconnu la nécessité de défendre les acquis programmatiques, politiques et tactiques de l'ancienne organisation née en 1951-52 tout en faisant un bilan approfondi du développement passé (y compris les erreurs et insuffisances) qui a conduit à la crise d'octobre 1982.

Aujourd'hui il s'agit de mettre en oeuvre un travail à caractère de parti afin d'établir le cadre d'une reconstitution politico-organisateur d'un réseau international et internationaliste de parti. Ce cadre sera défini par l'élaboration de 2 documents politiques.

Le premier document devra établir un bilan de la trajectoire du PCInt. de 1952 à 1982 et le deuxième définira les bases constitutives d'adhésion du nouveau réseau international de parti.

La décision a été prise de développer un travail interne et externe à caractère de parti sur les points suivants:

- 1) La question du parti.
- 2) Perspectives de développement de la lutte de classes à l'échelle mondiale et de la révolution internationale.
- 3) Organisation indépendante du prolétariat dans les luttes sociales et politiques.
- 4) Guerre et anti-militarisme.
- 5) Solidarité internationaliste.

Le travail collectif engagé devra aboutir à des interventions coordonnées et centralisées au niveau international dans la perspective de la constitution d'un réseau stable de parti.

NOS TACHES

(Suite de la page 5)

Du réseau stable au parti d'action révolutionnaire. Cela représente un saut qualitatif qui permet au réseau stable de transformer son activité militante aux tâches diversifiées et articulées en l'action d'un véritable parti (que nous sommes pour l'instant loin d'être) capable par une **activité véritablement centralisée** et unitaire de réagir à toutes les sollicitations de la lutte des classes et de prendre des initiatives réelles de lutte maîtrisées non seulement en paroles mais aussi dans les faits. Un tel parti devra chercher à intégrer, à fusionner toutes les énergies combattives des avant-gardes partielles (dont nous avons parlé plus haut) suscitées par le développement des différentes luttes immédiates dans la perspective de la constitution d'un front unitaire de mobilisation et de lutte de toutes les énergies combattives prolétariennes les plus avancées soudé par une activité à caractère de masse. Le parti d'action révolutionnaire devra également mener un travail systématique de confrontation politique, soigneusement préparé et conduit par une tactique appropriée, claire et efficace, avec les différentes avant-gardes politiques. Le but de ce travail sera, comme dit plus haut, de sélectionner les forces les plus saines et de les regrouper autour des positions du parti en liant en permanence ce travail de confrontation à l'intervention pratique à la défense des intérêts réels des masses prolétariennes et sans réserve. Ce n'est pas en restant à l'écart de la confrontation politique et ce n'est pas en mettant cette confrontation à l'écart du mouvement de la lutte des classes que le parti d'action révolutionnaire pourra s'imposer comme force d'orientation et de direction susceptible d'entraîner et de guider des couches prolétariennes dans le feu de la lutte.

Du parti d'action révolutionnaire au parti d'avant-garde révolutionnaire prolétarien. L'objectif du parti d'action révolutionnaire doit être de devenir un point d'appui de la reprise révolutionnaire tou-

jours mieux ancré dans la réalité de la lutte des classes et une force capable d'entraîner des couches de plus en plus larges derrière ses directives et ses initiatives. Cela signifie que tout en développant une incessante activité à caractère de masse et pour se donner les moyens d'élargir celle-ci il devra chercher à regrouper sur des bases cohérentes et autour de ses positions toutes les énergies les plus combattives, les plus solides et les plus expérimentées des différentes avant-gardes (partielles et politiques); un parti qui de la sorte sera le principal facteur du processus de maturation de mobilisation et d'initiative des énergies les plus combattives du prolétariat et se portera à la tête de toutes les luttes engagées par les masses prolétariennes et sans réserve. Cela présente certes un objectif encore lointain ce qui signifie que pour un temps nous ne pouvons exclure que d'autres courants pourront se placer au moins épisodiquement sur des positions de lutte révolutionnaires certes mais partielles et incomplètes. Il s'agira précisément d'en dégager, dans le mouvement même d'un incessant travail de masse, les forces les plus significatives pour les regrouper autour de positions programmatiques et tactique révolutionnaires solides parce qu'unitaires et homogènes. C'est à ce prix que le parti d'action révolutionnaire pourra devenir le parti de la révolution prolétarienne, le parti compact et puissant capable d'œuvrer au renforcement de l'influence communiste révolutionnaire au sein des masses en vue de la fusion agissante entre mouvement social et socialisme scientifique dans le feu même de l'action; un parti capable de transformer la lutte des classes en la lutte unique du parti de la révolution prolétarienne internationale et internationale.

On le voit le chemin sera long et difficile et les différentes phases dont nous venons de parler constituent autant de jalons qu'il faudra s'efforcer de suivre et de dépasser. Mais c'est dès maintenant qu'il faut commencer à avancer et pour cela, à la lumière de tout ce qui a été dit déterminer nos tâches présentes.

NOS TACHES PRESENTES : UNE ACTIVITE MILITANTE DE PRESSE ET DE PUBLICATION.

Nous avons déjà dit dans ces colonnes la fonction de la presse révolutionnaire en tant qu'instrument au service de l'élaboration d'une ligne politique et d'orientation et de la constitution d'une organisation de parti. Pour que cet instrument privilégié puisse assurer sa fonction d'organisateur collectif et d'arme de bataille politique il convient de distinguer entre les tâches du journal, de la revue et des publications. Faute de place, nous n'allons pas ici développer cet aspect pourtant important nous réservant le soin de revenir sur ce point de manière plus spécifique une autre fois. Disons simplement que pour ce qui concerne la fonction du journal nous pensons que parallèlement à sa tâche principale qui consiste à développer nos analyses et nos perspectives d'activité et de lutte il doit donner l'occasion aux avant-gardes partielles ou aux groupes (ou individus) combattifs engagés dans des luttes immédiates de s'exprimer. Cela dans une optique évidemment non démocratique mais bien afin de permettre de faire connaître les expériences de lutte de tel ou tel regroupement dans la perspective de contribuer à leur renforcement ainsi qu'à l'établissement de liens horizontaux entre ces groupes et comités. C'est dans ce but que nous avons déjà publié l'interview d'un sidérurgiste lorrain et que nous publierons les interviews de militants d'autres comités ou groupes de lutte de France ou d'ailleurs.

Nous nous efforcerons également d'utiliser le journal pour engager une correspondance aussi suivie et approfondie que possible avec nos lecteurs tout en cherchant à publier dans nos colonnes (dans une rubrique spéciale) leurs contributions les plus significatives.

Mais plus encore notre ambition est d'utiliser notre journal comme un instrument contribuant d'une manière particulière et évidemment incomplète mais d'une certaine manière cependant à un début d'organisation de nos lecteurs surtout pour les endroits, fort nombreux comme on

NOS TACHES PRESENTES : NOS PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION.

Parallèlement au travail militant de presse et de publication nous avons décidé d'encadrer notre intervention extérieure par la définition d'axes d'intervention principaux. La définition de ces axes correspond évidemment à une analyse globale des questions principales soulevées par la lutte des classes ainsi que par les développements futurs dont elle est porteuse. Ces axes constituent également le terrain privilégié où nous entendons élaborer une ligne politique d'orientation et d'intervention aussi centralisée que possible tout en constituant et en renforçant un réseau politique internationaliste et international stable de parti. Ces axes doivent constituer le terrain pour une intervention aussi bien directement politique par le biais d'une activité mili-

tante de parti (sous forme de campagnes, de réunions publiques, etc.) qu'une intervention dans le cadre de regroupement partiels (comités, associations, etc.) ou pour la constitution de tels regroupements. Nous reviendrons plus précisément sur chacun de ces axes que nous nous contentons ici de tracer sommairement.

Lutte contre les attaques politiques de l'Etat, contre les initiatives et les offensives des forces bourgeoises de droite, d'extrême-droite ainsi que celles des partis opportunistes et réformistes de gauche. Il s'agit à ce niveau de chercher à intervenir sur tous les aspects qui concernent le développement de la répression policière et juridique ainsi que les initiatives concernant une intensification de la répression so-

cial (par exemple la peine de mort, les conditions de détention, la répression des jeunes, le flicage et l'ilotage, etc.) menées par l'Etat ou les forces bourgeoises et opportunistes (dans les municipalités PS et PC) ainsi que par les commandos fascistes des forces d'extrême-droite qui sont en pleine recomposition. Il s'agit également de lutter contre la politique d'oppression colonialiste et impérialiste dans les TOM-DOM. Plus généralement l'objectif des interventions sur ces questions doit être de dénoncer toutes les initiatives politiques de l'Etat et des forces bourgeoises et opportunistes tendant à renforcer leur monopole de la vie politique, tout en cherchant à préparer le terrain d'une riposte militante.

Lutte pour la défense des conditions immédiates de vie, de travail et d'organisation et de lutte des masses. Il s'agit là de chercher à développer un travail à caractère syndical dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les usines comme dans les quartiers, contre les licenciements, l'exploitation quotidienne, la cherté de la vie, pour la défense des intérimaires, des chômeurs, etc. L'objectif principal étant de chercher à contribuer au renforcement des initiatives de lutte et de défense ainsi qu'à l'établissement de liens horizontaux permettant d'élargir l'action, cela dans la perspective de favoriser l'émergence d'organisations indépendantes des travailleurs sur des bases autonomes.

Lutte contre le racisme, pour la défense des travailleurs immigrés et pour l'union de tous les travailleurs français-immigrés. Cet axe suppose une intervention diversifiée dont le but sera de forger l'unité réelle des travailleurs dans la lutte. Il s'agira de développer un travail aux côtés des travailleurs immigrés en proie à une oppression accrue pour la défense de leurs conditions de vie et d'organisation. Il s'agira aussi de mener un travail spécifique parmi les travailleurs français contre le racisme et contre tous les facteurs de division.

Lutte contre la guerre et pour l'antimilitarisme. Il s'agira dans ce cadre de mener un travail de propagande, d'agitation et d'intervention contre les tendances militaristes et les préparatifs de guerre à travers lesquels le système capitaliste et impérialiste cherche une solution, sa solution, à l'aggravation de la crise et des rivalités interétatiques. Sur ce plan nous devons mettre un accent tout particulier sur la dénonciation prioritaire de l'impérialisme français et de ses interventions musclées avec d'autant plus de force que le monopole politique de la bourgeoisie se traduit par un renforcement du chauvinisme; ce renforcement ayant été accentué parmi les masses encore largement léthargiques par l'action du gouvernement de gauche (PC et PS toutes tendances confondues) depuis 1981. La dénonciation plus particulièrement de notre propre impérialisme et du chauvinisme ambiant revêt donc à nos yeux une très grande importance.

Solidarité internationaliste. Il s'agit de mener un travail de mobilisation pour une solidarité active sur le plan politique et pratique tout en cherchant à épauler les militants et groupes révolutionnaires qui tendent à se placer sur des positions authentiquement prolétariennes pour qu'ils puissent obtenir des conditions de vie leur permettant de poursuivre le combat et pour mener avec eux un travail de confrontation politique. Il s'agit également dans une perspective à plus long terme de contribuer dès maintenant à l'émergence d'un vaste réseau de solidarité matérielle et agissante du type Secours Rouge Proletarien. Dans ce cadre il importe d'attacher une grande importance aux tâches générales qui concernent la situation et les luttes des masses du Maghreb, des TOM-DOM et du continent africain ainsi qu'à la situation des militants révolutionnaires qui luttent là-bas. Car pour être véritablement efficace la solidarité internationaliste suppose la capacité de se démarquer de son propre impérialisme: en l'occurrence l'impérialisme français.

Partout et toujours nous nous proposons de nous appuyer sur ces axes de lutte pour favoriser l'émergence d'un mouvement et d'organisation de lutte indépendante. Partout et toujours notre activité doit tendre à se développer en tant qu'activité militante spécifique de parti ainsi que dans le cadre d'une participation à des initiatives plus larges de lutte réelle dans la perspective de les renforcer de les influencer et même de les impulser.

Bien entendu ces 5 axes de lutte n'ont, pour nous de sens qu'en étant étroitement articulés aux axes d'interventions énoncés dans la résolution internationale qui est publiée ci-joint afin de mener de pair, par tous les bouts à la fois le développement d'une activité militante là où nous sommes avec la constitution d'un réseau politique international pour lequel l'internationalisme au-delà des mots se traduit en actes concrets.

Nous invitons tous nos lecteurs ainsi que les militants combattifs à nous faire part de leurs réactions et de nous aider par leurs contributions actives à l'élaboration d'une activité militante de parti.

1) Cf. "Le Proletaire" n° 367: lettre aux lecteurs, n° 374: considérations pour surmonter la crise, n° 376: changer pour devenir, n° 377: ce que nous voulons, n° 379: ce qui nous caractérise.

ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF
Suisse: 20 FS
Paiement par chèque bancaire ou
chèque postal à l'ordre de:
VALENTINI - 7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG

Contre l'intervention US en Amérique Centrale : manif à Berne

Le 3 novembre dernier avait lieu à Berne une manifestation de protestation contre l'intervention américaine en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, organisée par un large éventail de forces politiques dites "de gauche" et les comités Nicaragua qui leur sont inféodés. Notre parti y est intervenu avec un tract que nous publions dans les colonnes de ce numéro. Pour compléter et expliquer les objectifs que nous visions avec ce tract il nous semble utile d'apporter quelques compléments.

Agressés par les USA, par les Contras, ceinturés par un cordon militaire hostile à la solde des yankees, formé du Salvador, du Costa Rica et du Honduras, les prolétaires et les masses laborieuses du Nicaragua ont le plus urgent besoin que leur résistance trouve le soutien le plus ferme des prolétaires des métropoles impérialistes. Nous devons répondre à cet appel, mais le soutien que nous devons organiser ici ne peut pas se réaliser sur n'importe quelle base. Dans toute action de solidarité et de soutien le prolétariat doit apparaître avec ses objectifs propres qui visent à renforcer la lutte de classes internationale, autant dans les métropoles impérialistes qu'à la périphérie.

Les organisateurs de la manifestation partent sur une autre base, celle en définitive du soutien à un bloc de classes et ne sortent pas des sentiers battus de ce que Lénine appelait la "baudruche verbale" de la démocratie. Dans cet esprit interclassiste la solidarité internationale n'est comprise que comme le soutien des représentants politiques de la nouvelle bourgeoisie ou pouvoir se présentant comme garante de l'intérêt général de toutes les classes. Mais c'est aussi l'illusion de croire que l'impérialisme, et plus spécialement celui de son propre Etat, peut être amené à rompre avec sa politique de brigand et se porter à l'aide de telle ou telle libération nationale dans l'intérêt du prolétariat et des masses laborieuses. Ce n'est pas fortuit que ce soit au Conseil fédéral que les organisateurs se sont adressés pour le prier de "dénoncer l'intervention américaine", de reconnaître le FSLN, le FMLN/FDR et l'URNG, d'apporter une "aide technique" au Nicaragua, plutôt qu'aux ouvriers de Suisse pour les appeler à dénoncer la complicité de l'impérialisme helvétique, donc du Conseil fédéral et de ses membres sociaux-démocrates et à renouer avec la lutte de classe pour rompre cette stabilité sociale qui fait justement la force de la bourgeoisie suisse et qui s'appuie sur la paix du travail. Car pour eux, la dénonciation de l'impérialisme ne doit pas remettre en cause les institutions démocratiques sur lesquelles il repose et qui lui assure sa pérennité.

Le déroulement même de la manifestation (environ 2 000 personnes) est éloquent pour démontrer que les organisateurs ne voulaient pas en faire autre chose qu'une manifestation d'opinion digne et responsable. Il était prévu initialement de passer devant l'ambassade américaine sans s'arrêter. Il ne fut donc pas du goût des responsables de la manif de la voir s'arrêter longuement devant le cordon de flics protégeant l'ambassade dans un concert de pétards reproduisant une "ambiance de guerre". Lorsque la manif atteint la place du Palais fédéral, où elle devait se clore après les motions, se fut encore aux démocrates, dont le PSO, de s'opposer physiquement mais sans succès aux barbouillages de la Banque Nationale Suisse, l'un des piliers de l'impérialisme helvétique. Si tôt les bombes de peintures balancées contre l'honorable bâtiment de la BNS les flics ceinturèrent la manifestation et en resserant leur étau firent évacuer la place sans que les responsables de la manifestation ne donnent des directives et sans même que les orateurs aient terminé leurs discours. Mais les flics ne sont pas repartis les mains vides puisqu'ils opérèrent 3 arrestations.

Cet épisode montre combien il est nécessaire que se développe un courant de solidarité prolétarien qui agisse en toute indépendance de classe. Nous reviendrons à d'autres occasions et en l'approfondissant plus que nous n'avons pu le faire sur cette question importante.

IRAN-IRAK

RESISTANCE PROLETARIENNE A LA GUERRE

Nous publions ci-dessous des informations sur des actes de défaitisme révolutionnaire - aussi bien sur le front que sur l'arrière - en Irak. Ces informations sont tirées de l'organe central du GCI (1). Bien qu'ayant des divergences importantes avec ce groupe, nous considérons que le fait de publier ces informations et de les faire circuler est un acte de solidarité internationale avec la lutte des prolétaires irakiens. Ces informations, même si elles ne concernent que l'Irak, montrent de façon claire le caractère anti-prolétarien de cette guerre et contrecarrent du même coup l'intoxication des médias qui veulent nous présenter cette boucherie comme étant une guerre de religions, une guerre incompréhensible (2). En Iran, le blocus de l'information est plus grand, mais il serait étonnant qu'il n'y ait pas d'actes de résistance contre la guerre. Selon une information parue dans "Libération" du 6/12, il y aurait 20 000 ouvriers de la métallurgie en grève à Ispahan. 10 délégués ouvriers auraient été arrêtés par "les gardiens de la révolution". Les grévistes qui ont cessé le travail depuis 3 semaines (au 6/12) réclament une hausse des salaires et l'arrêt des licenciements. Faire grève lorsque le consensus national est très fort, lorsque la bourgeoisie utilise la guerre pour resserrer les rangs et renforcer l'Etat, lorsque cette même bourgeoisie envoie par centaines de milliers des prolétaires, des chômeurs, des écoliers, etc. se faire massacrer est un acte héroïque, un acte de défaitisme.

Nous appelons tous les militants et les révolutionnaires à nous adresser toute information susceptible de briser le mur du silence et à permettre une circulation des expériences parmi les prolétaires au-delà des barrières de frontières afin de favoriser l'émergence d'une réelle solidarité pratique.

Le déclenchement, en septembre 1980, de la guerre contre l'Irak a contraint la bourgeoisie irakienne à cimenter, le plus solidement possible, la sainte entente nationale. Il s'agit d'amener la population à se solidariser plus fort encore avec ses exploités. La terreur sur le front se complète ainsi de mesures de répression sans précédent à l'intérieur du pays pour con-

traindre les prolétaires à soutenir la guerre en cours par le travail. Pour combler le manque de main-d'œuvre dû à l'enrôlement de 60 % des prolétaires dans l'armée, l'Etat en Irak a recouru à la mobilisation civile avec l'aide de différentes "organisations populaires" créées et soutenues par le parti baas au pouvoir: "Unions d'étudiants", "Ligues de femmes", "Syndicats de métiers",

"Associations de défense", etc. recrutent des étudiants, des femmes, des écoliers, des retraités, etc. forcés de remplacer les ouvriers partis au front. Plus de 50 % du salaire est prélevé pour régler les dépenses de guerre et le temps de travail est brutalement augmenté au nom - bien entendu - de "la lutte pour la nation arabe" et de "la défense de l'intérêt national". Mais face à cette désorganisation des ouvriers, face à cette tentative de liquidation physique du prolétariat en tant que classe, surgissent les actions défaitistes comme réponse de classe. A l'intérieur du pays, celles-ci se matérialisent par le refus pur et net des décisions gouvernementales, par le refus de la paix sociale, le rejet de "l'union sacrée", le rejet de la guerre au travers de la lutte contre le travail, contre l'exploitation forcée à laquelle la bourgeoisie veut soumettre le prolétariat.

A Bagdad, Bassorah, Mossoul, Kuh, Suliamania, Amara, etc. des prolétaires ont refusé les décisions de l'Etat, les campagnes pour le "travail populaire" et se sont affrontés aux forces de l'ordre. A Mossoul, les affrontements - déclenchés plus particulièrement par les étudiants - ont été spécialement violents et se sont soldés par des blessés dans les deux camps: le mouvement a pris de l'ampleur et s'est étendu dans les autres villes de cette région, à Doukak entre autres. Durant les mois précédents déjà, les ouvriers des travaux publics avaient déclenché des grèves à Rania et Suliamania, contre les décisions du gouvernement d'augmenter l'horaire "normal" de 4 heures sup-

plémentaires, les obligeant à travailler 12 heures par jour ! De tels mouvements de lutte portent directement atteinte à l'économie nationale et fissurent le consensus national auquel l'Etat a recours pour envoyer les prolétaires au casse-pipe. La bourgeoisie ne peut le tolérer et réprime avec d'autant plus d'énergie. Dans les derniers cas cités les forces de l'ordre ont attaqué les ouvriers, sans pour cela les faire renoncer à la grève. Il a alors fallu les renvoyer et les remplacer par des "volontaires" mobilisés dans le cadre de la campagne pour le "travail populaire". Pour prévenir de telles luttes, l'Etat irakien a décrété une loi menaçant de peine de mort, les ouvriers refusant de se soumettre au "travail populaire".

Afin de soutenir les forces de répression, l'Etat a formé à l'arrière une armée de civils, "armée populaire" de soutien au régime et troupes de choc de Saddam Hussein. Un quart de ces soldats est envoyé au front (en 2^e ligne pour contrôler les points névralgiques et prévenir les actes de sabotage commis par les défaitistes), le reste est maintenu à l'intérieur du pays pour participer à la répression des luttes sociales et à l'encadrement idéologique de la population. Dans les écoles ont ainsi lieu chaque jour, en présence de militants "baasistes", des levers de drapeaux pendant lesquels les écoliers sont amenés à réciter des poèmes à la gloire de Saddam Hussein, à chanter des hymnes patriotiques, à mimer la victoire des soldats irakiens sur les iraniens (...)

Impérialisme US hors d'Amérique Centrale

(TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES A LA MANIFESTATION DE BERNE)

Partout où les masses laborieuses, prolétaires et paysans pauvres, chassent les valets directs de l'impérialisme, il réagit aussitôt avec force pour faire respecter son diktat et pour rétablir d'une manière ou d'une autre son influence perdue. Les masses nicaraguayennes, par une lutte courageuse contre les gardes nationaux de Somoza, ont réussi à chasser l'impérialisme américain tout puissant, qui considère l'Amérique Centrale comme son bastion exclusif. Des intérêts, l'impérialisme US en a beaucoup dans la région, non seulement économiques, mais surtout stratégiques, car le contrôle de cette bande de terre lui assure le contrôle du seul passage entre le Pacifique et l'Atlantique. Le projet de déboulement du canal de Panama ne fait que renforcer la pression américaine pour s'assurer la soumission de tous les Etats et l'ordre social le plus parfait. En s'appuyant sur les classes les plus arriérées, autocratiques et quasi féodales, l'impérialisme US a préparé historiquement le terrain aux révoltes sociales qui aujourd'hui remettent en question sa domination absolue. Mais ce ne sont pas seulement les masses prolétariées qu'il s'est mis à dos. Toutes les composantes sociales de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale, frustrées de toute direction politique par une bande de parasites corrompus et vendant toutes les richesses nationales à leur protecteur bien-aimé, se sont aussi mobilisées contre lui.

Ce sont ces composantes là - et non celles du prolétariat des villes et des campagnes - qui se sont retrouvées à la tête de l'Etat nicaraguayen après la chute de Somoza et qui aujourd'hui - soi-disant au nom du "socialisme" - prétendent mener dans l'intérêt des prolétaires la lutte contre l'impérialisme américain. Le FSLN en est leur émanation directe, n'en déplaie aux ex-gauchistes et à tous les démocrates petit-bourgeois qui voient un authentique représentant au socialisme dans ce qui n'est qu'une organisation nationale-démocratique, dont l'Internationale socialiste (celle du baroudeur Mitterrand) lui assure tout son soutien politique.

Le prolétariat international a été assez berné par les illusions sur la nature "socialiste" des partis nationaux-bourgeois qui l'ont dirigé dans ses luttes contre l'impérialisme ou qui se sont tout simplement appuyés sur ses soulèvements spontanés pour se porter au pouvoir, comme ce fut le cas du FSLN. Il faut affirmer avec force aujourd'hui que la lutte des prolétaires et paysans pauvres du Nicaragua contre les agressions des Contras dirigés, payés, entraînés par les USA ou contre celles du franc-tireur Pastora ne doit pas permettre le renforcement des forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises au détriment de la reconstitution d'un mouvement prolétarien sociale-

ment et politiquement indépendant de ces forces.

Il est clair que spécifiquement dans cette lutte contre l'impérialisme, les masses prolétariées peuvent se trouver au combat côte-à-côte avec les forces nationales bourgeoises, mais jamais elles ne doivent être soumises à leur direction, jamais elles ne doivent se confondre avec. L'acquisition de cette indépendance de classe n'est pas pour nous un objectif immédiatement réalisable, mais elle doit être un objectif permanent dans chaque lutte au Nicaragua, et dans chaque action de solidarité ici même.

Les prolétaires et les paysans pauvres au Nicaragua se battent avec peu de moyens contre un ennemi mille fois plus puissant et ont un besoin urgent que se développe une solidarité internationale ouvrière pour appuyer leur combat. Cette solidarité peut s'exprimer dans l'immédiat et pratiquement de différentes manières, mais elle doit toujours lier son action à la dénonciation non seulement de l'impérialisme US, mais aussi des autres impérialismes qui attendent les faux pas de Reagan (ou de son successeur éventuel) pour pouvoir prendre sa place. Parmi ces autres impérialismes, il y a évidemment l'URSS qui aimerait bien mettre un pied dans le sous-continent américain, mais il y a aussi tous les autres sous-fifres européens, comme la France "socialiste", qui voient dans une démocratisation des régimes militaires traditionnels une occasion pour stabiliser l'ordre en étouffant les luttes sociales dans le sac des illusions démocratiques et pour s'y implanter. Tout l'impérialisme mondial est donc à la porte du Nicaragua, certains y envoient leurs mercenaires, les autres, d'autres des serments de solidarité comme le social-impérialiste Mitterrand. Mais tous n'attendent que de soumettre ce pays à leurs exigences rapaces.

L'attrait légitime sur nombre de militants européens déçus par l'apathie locale de la classe ouvrière et enthousiasmés par les luttes au Nicaragua, ne doit pas faire oublier cette vérité élémentaire: les prolétaires écrasés par l'impérialisme, au Nicaragua comme ailleurs, ne peuvent trouver le soutien le plus efficace que dans la lutte des prolétaires des métropoles contre leur propre bourgeoisie, donc contre leur propre impérialisme. Le développement de la lutte de classe internationale est la meilleure garantie que les prolétaires puissent donner aux masses nicaraguayennes pour affaiblir l'impérialisme qui les opprime. C'est aussi la meilleure façon de démasquer ceux qui font la clique aux luttes en Amérique Centrale, mais défendent l'ordre social ici en pronant les vertus du parlementarisme, des institutions démocratiques, de la paix du travail absolue ou relative, et qui aujourd'hui appellent partout à la rigueur et à l'austérité.

ACTION DEFAITISTE ET FRATERNISATION SUR LE FRONT

(...) Dans le Nord Kurdistan, alors que les nationalistes kurdes donnent un coup de main à l'Etat capitaliste en Irak en emprisonnant ou en massacrant les déserteurs, un groupe de soldats irakiens placés en première ligne a fraternisé avec les soldats iraniens. De même, lors de la "bataille de Fouka", la majorité des soldats irakiens ont refusé d'obéir aux ordres. Parallèlement à cela, ils projetaient d'organiser la fraternisation avec les soldats du camp "adverse" ayant totalement perdu le contrôle des soldats et effrayés à l'idée qu'ils puissent établir des liens de solidarité avec les soldats iraniens, le commandement militaire a ordonné le bombardement pur et simple de ses propres positions: les positions irakiennes ! Tir d'artillerie, aviation, missiles sol-sol n'étaient pas de trop pour mater les insurgés ! La "bataille" a fait 8 500 victimes et n'a pas duré deux heures. Les informations proviennent de soldats ayant survécu au massacre.

Pendant que déserteurs et insurgés des villes se rejoignent dans les montagnes du Kurdistan et les régions du Marais pour organiser des actions défaitistes, les forces de répression multiplient les mesures d'intimidation: inspection des logements, fouille des suspects, contrôle des cartes d'identité, couvre-feu, etc. On voit régulièrement dans les villes irakiennes des déserteurs pendus pour "haute trahison" ou acte de "lâcheté": il s'agit pour la plupart de soldats qui ont refusé les ordres ou organisé des actions défaitistes. Ainsi à Kut, en mai 1983, 500 prolétaires ont été accusés de "crime contre la nation". L'augmentation des prolétaires arrêtés a obligé le gouvernement irakien à créer de nouvelles prisons dans toutes les régions. Ce sont de véritables centres de torture où l'alternative est la peine de mort ou le renvoi au front ! A Bagdad et dans certaines autres villes, ce sont des filices soudanaises, pakistanaïses et égyptiennes qui - parallèlement à la mise au travail d'une main-d'œuvre immigrée de ces régions - sont venus donner un coup de main aux forces de répression locales ! Le Capital mondial assure le maintien de l'ordre !

A Amara, des défaitistes ont fait sauter un arsenal proche de la ville. L'explosion a été revendiquée par un groupe de soldats, comme action de soutien à la lutte des militants défaitistes opposés à la guerre dans les régions du Marais. Un attentat similaire a eu lieu à Kut. Au printemps 83, ces régions du Marais ont été secouées par une série d'actions défaitistes. Des sabotages ont été organisés par des milliers de soldats ayant quitté l'armée ou fuit le "travail populaire". Les forces armées irakiennes ont lancé une vaste offensive dans la région de Babad entre le 29 avril et le 5 mai. Avec l'aide de l'artillerie lourde, de missiles sol-sol et de l'aviation, l'armée irakienne a bombardé toute la région pendant près de 2 semaines avant de lancer l'infanterie pour le "ratissage". Les villages qui avaient une attitude trop complaisante envers les militants défaitistes ont été systématiquement brûlés. A Douro, un village situé au Sud de Hilla, les habitants ont résisté les armes à la main contre les forces de l'ordre pour empêcher les fouilles de maisons et les arrestations des déserteurs. A Kasem, dans la

même région, un détachement armé de défaitistes a attaqué l'armée irakienne qui assurait la garde de la voie ferrée reliant Bagdad à Bassorah. Les 3 et 4 mai 1983, dans la région de Kefel, l'armée irakienne, envoyée pour "nettoyer la région de toute force subversive" s'est opposé pendant 2 jours aux éléments défaitistes soutenus par les habitants de la région. Malgré la mobilisation de toute sa puissance et après une dure bataille, l'armée n'était toujours pas parvenue à contrôler la région. Il a fallu de gros renforts en armes et en troupes pour bombarder les villages, massacrer les défaitistes et les villageois qui les soutenaient ou qui avaient eu simplement de malheur d'assister aux actions. Les cadavres des militants défaitistes ont alors été chargés sur des véhicules militaires et promenés dans les villes de la région "pour montrer aux citoyens que la nation ne cède pas son pouvoir à ses ennemis et qu'elle ne les laisse pas impunis" (communiqué du commandant général des forces armées irakiennes pendant le mois d'avril 1983) ! (...)

- 1) "Le Communiste" n° 20, août 84. BP 54 Bruxelles 31 - 1060 Bruxelles - Belgique.
- 2) Voir "Le Proletaire" n° 378.

SOUSCRIPTION POUR LA REPARATION DE LA REVUE "PROGRAMME COMMUNISTE".

La théorie est une arme de combat des communistes, mais pour défendre cette théorie nous avons besoin d'une presse spécialisée. La crise interne de notre organisation a interrompu la parution de notre revue "Programme Communiste" au n° 88 de mai 1982. Nous nous proposons de renouveler le fil et fixons comme objectif de publier une revue semestrielle dès l'année prochaine. Cet objectif exige un effort financier particulier et nous demandons à tous nos lecteurs, contacts, sympathisants de nous aider dans cette tâche indispensable pour le renforcement international du parti.

Souscrivez, envoyez vos versements à:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.
avec la mention "pour la revue".

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

ADRESSE UNIQUE (pour la France)
VALENTINI
7, AVENUE DE LA FORET-NOIRE
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions programme, 12, rue du Pont
1003 LAUSANNE.

- * Impérialisme US hors du Nicaragua, hors d'Amérique Centrale !
- * Solidarité avec la lutte des prolétaires et paysans pauvres du Nicaragua contre l'impérialisme US !
- * Contre le bloc national des classes, pour l'indépendance de classe du prolétariat !
- * Renouons avec la lutte de classe pour affaiblir notre impérialisme !
- * Pour la construction du parti de classe !

Libération immédiate des deux membres du journal «OTAGES»

Nous venons d'apprendre que les deux membres de la rédaction du journal Otages arrêtés le 15 novembre ont entamé une grève de la faim le 3 décembre pour protester contre une détention dont le véritable objectif est d'entraver leur activité de dénonciation des conditions de détention et de la logique des institutions répressives. Nous appelons tous nos lecteurs et tous les militants combattifs à dénoncer une grossière opération policière d'intimidation et à exiger la libération immédiate de ces deux militants. Nous appelons également tous nos lecteurs à manifester une solidarité active, ne serait-ce qu'en brisant autour d'eux le mur du silence sur cette affaire et en envoyant à ces 2 militants de nombreux messages de solidarité exigeant leur libération immédiate. Nous publions ci-dessous un communiqué du journal Otages (BP. 37 - 59651 Villeneuve-D'Ascq Cedex).

PRISES D'OTAGES

Jeudi 15 novembre 1984, à Villeneuve-d'Ascq (près de Lille) a eu lieu une opération policière qui s'est soldée par l'arrestation de six personnes. Parmi celles-ci, deux membres de la rédaction d'Otages, qui ont été incarcérés sous l'inculpation de "recel de malfaiteurs".

Quatre personnes recherchées de la police se trouvaient dans l'appartement de Dominique Lemaire, directrice de publication d'Otages. Elle a été présentée par la presse comme étant en fuite, alors même qu'elle était présente à Toulouse aux "15 jours contre l'enfermement" depuis le lundi 12 novembre, pour des débats publics réunissant plus de 300 personnes.

L'arrestation a été accompagnée du saccage et de la mise au matériel du journal.

Cette opération policière et médiatique vise un journal qui soutient et participe depuis un an aux luttes et revendications des détenus. Il s'agit, après l'incarcération de la journaliste Paula Jacques et de l'écrivain Jean Franck d'un nouvel acte de répression et de criminalisation de la solidarité avec les prisonniers.

Cela après l'importante mobilisation de milliers de taulards, partout en

Pour l'amélioration des conditions de détention, pour briser la logique de l'enfermement carcéral.

Alors que certains réclament "une même justice pour tous"; la seule que nous saurions envisager est la libération des 42 000 détenus des prisons françaises.

Délateurs, jamais !
Libération immédiate pour Yves et Thierry !
Otages continue !

LA REDACTION D'OTAGES.
SES COMPLICES: Collectif Minerne / Collectif Enfer du Nord / Collectif Métropolis / Molotov et Confetti / Nous voulons Tout ! / Prisonniers de la Démocratie / Transmurailes Express.

Yves Deschamps, écrivain n°20760.
Thierry Destrieux n° 20759.
Maison d'arrêt - 2, avenue du Train de Loos 59374 Loos Cedex.

Ecrire en exigeant la libération de Yves et Thierry au Juge d'Instruction Beulque - Palais de Justice, Avenue du peuple belge - 59000 Lille.

Lutte des travailleurs des chantiers navals espagnols contre le gouvernement socialiste

Depuis plus d'un mois les travailleurs des chantiers navals s'opposent aux plans de "restructuration" décidés par le gouvernement espagnol tout aussi respectueux des intérêts du capital et hostile aux intérêts ouvriers que ses collègues français.

C'est à Bilbao, où plus de 2 000 licenciements sont prévus, que les affrontements sont les plus violents. Dans un premier temps la police avait laissé les ouvriers occuper les chantiers dans l'espoir qu'ils s'y cantonneront et s'épuisent dans une occupation de longue durée. Mais les manifestations continuelles ont amené la police à changer de tactique et à interdire le chantier aux ouvriers pour leur "enlever un lieu de rassemblement".

Les travailleurs de Euskalduna ont répondu au lock-out par de puissantes

manifestations pour protester contre la présence policière sur le chantier depuis le 25 novembre et pour protester contre la violence de la répression, qui le 23 novembre avait fait un mort et plusieurs blessés parmi les ouvriers.

Bien entendu le gouvernement condamne les réactions des ouvriers en les accusant d'être des sympathisants de l'ETA et "justifie" ainsi la répression. Mais les affrontements tout aussi violents ont eu lieu aux chantiers navals de Santander, Gijón, El Ferrol, ainsi que dans d'autres régions du pays touchées par des menaces de licenciements. Le capitalisme espagnol ne tardera pas à se souvenir que la classe ouvrière est un ennemi beaucoup plus dangereux et beaucoup plus puissant que le nationalisme basque.

SOUSCRIPTION DE SOLIDARITE AVEC LES MINEURS BRITANNIQUES

Dans le dernier "Proletaire" nous avons fait paraître une souscription pour soutenir la grève des mineurs britanniques qui après 9 mois de lutte tiennent toujours la tête haute en dépit des obstacles dressés par les patrons, l'Etat mais aussi par les directions syndicales. L'afflux des contributions qui nous ont été versées montre bien que cette grève reçoit un écho enthousiaste de la part des travailleurs. Cette solidarité ne doit pas se tarir, car les grévistes affrontent une situation toujours plus difficile et répressif que vis-à-vis de l'Etat qui les pressurise au niveau économique et pour la reprise au plus tôt des appareils syndicaux qui tentent de faire pourrir la grève pour la reprise au plus tôt du travail. Dans un prochain article nous analyserons d'ailleurs quelles sont les facettes de la politique des syndicats dans cette lutte.

RESULTAT DE LA SOUSCRIPTION AU 15 DECEMBRE 1984: 4 173 FF.

Cette somme a été versée avant Noël directement et de main à main à divers comités locaux organisant les repas dans les cantines et le soutien matériel. La lutte n'est pas terminée, la solidarité doit se poursuivre !

Correspondance

Le 9 octobre, au terme d'un procès bâclé, le tribunal correctionnel d'Auch nous a condamné à 3 ans de prison ferme pour "tentative de destruction ou détérioration par substance explosive" commise contre ce tribunal un an auparavant (13 octobre 1983). Nous étions "primaires" (jamais condamnés) et avions subi 6 mois et demi de détention préventive. Nous avons interjeté appel et serons rejugés à Agen, probablement le 10 janvier. Bien que de tels simulacres de justice soient la règle plutôt que l'exception dans les Palais de Justice, il me semble intéressant d'expliquer un peu notre histoire.

A l'origine, il y a d'une suite de provocations policières et judiciaires qui aboutit, en août 1983, à l'incarcération de Jean-Claude Lutanie et Bernard Montboise à la maison d'arrêt Saint-Michel à Toulouse (voir journal de l'époque). Une campagne menée en leur faveur ne suffit pas à les faire libérer. En octobre, écoeurés de cette situation, nous pensons "faire quelque chose de spectaculaire" pour exprimer notre colère. Il faut dire que les fréquents meurtres d'arabes ou de jeunes par la police, de petits voleurs par les imbéciles, défendus par "Légitime Défense", les suicides dans les prisons surchargées, etc., contribuent à ce que nous en ayons "gros sur la patate". Nous finissons par nous décider de nous attaquer au Palais de Justice d'Auch, dont j'ai vérifié que sa disposition permettait de prendre un maximum de précautions afin de ne faire courir de risques à personne. Nous y déposons, dans la nuit du 12 au 13 octobre 1983, un engin de ma fabrication. Survient une voiture, dont nous apprendrons plus tard que c'était celle du concierge. Celui-ci se trouve à l'extérieur de l'enceinte du Palais, de l'autre côté de la grille d'entrée. Cependant, sa présence nous détermine à renoncer à notre tentative pour ne pas courir le risque de le blesser. Nous partons tant bien que mal, essayant de ne pas être vus, et je perds mes clefs sur place. Nous essayons ensuite de venir récupérer l'engin, mais la police est déjà sur les lieux.

Six mois plus tard, la police m'arrêta après m'avoir retrouvé grâce aux clefs, et filé, surveillé, écouté, pendant 3 mois. Quelques dizaines de personnes - dont certaines que je n'ai jamais vues - sont également interpellées. Mon ami et moi reconnaissons les faits et sommes incarcérés le 25 mars 1984 à Agen. L'instruction suit alors son cours laborieux. Tout est fait pour tenter de nous faire passer pour des terroristes: recherches sur nos proches, confusion savante sur notre engagement politique. Une expertise délirante prétend me reconnaître des qualités de chimiste, de moi insoupçonnées, alors que la recette que j'ai appliquée est de notoriété publique, ayant même figuré dans la "Dépêche du Midi" à propos de son emploi par des paysans et

JUSTICE DE CLASSE AU SERVICE DE LA VIOLENCE CAPITALISTE

Nous avons reçu sous forme de lettre ouverte le témoignage que nous publions ci-dessous. Ce document que nous appelons nos lecteurs à diffuser largement autour d'eux illustre de manière significative le caractère de classe de la justice bourgeoise qui n'hésite pas à se draper dans les plis d'une argumentation où le ridicule se double d'une ignoble hypocrisie. Les effets oratoires dénonçant la violence apparaissent une fois de plus pour ce qu'ils sont: une justification commode de la violence et de l'oppression quotidienne exercée par l'ordre capitaliste bourgeois pour asservir les masses. Violence ouverte et parfois aveugle d'une répression systématique mais aussi violence plus subtile qui s'exprime au moyen des décisions prises dans l'ambiance cafeuillée des cabinets ministériels, des bureaux directoriaux et des conseils d'administration. Violence qui tue brutalement par le truchement des accidents du travail, des "bavures", violence qui tue à petit feu au moyen de l'exploitation et de son cortège de misère, de pauvreté et de désespoir.

aussi par des gamins. Jusqu'au dernier moment, l'inculpation sera assortie de la qualification "commise en bande organisée" ... à deux ! Quelques jours avant la fin de l'instruction, la chambre d'accusation cite, entre autres motifs pour refuser notre mise en liberté: "notre personnalité, nos fréquentations, les renseignements pris sur notre "compte". Les voies de la Justice sont impénétrables !

Le procès est à l'image de sa préparation. Questions agressives et superficielles du tribunal qui faisait les réponses à notre place quand celles-ci avaient de l'importance. Puis un réquisitoire délirant du Parquet, consistant en une longue suite d'insultes, de calomnies, de provocations. Ayant naïvement cru que notre acte n'étant pas politique, le procès n'aurait aucune raison de l'être, j'interprète cette attitude du Parquet comme la crainte de s'en tenir aux faits (effectivement dérisoires). En fait, elle signifie exactement le contraire, tout est joué d'avance et l'accusation ne juge pas nécessaire de se fatiguer pour avancer un seul argument. Le verdict de 3 ans, effectivement assez lourd, suscite l'indignation de nos amis que des provocations de la police se chargent d'attiser.

LES DELIRES DU REQUISITOIRE.

1) M. l'Avocat Général se permet de nous traiter de sinistres imbéciles, de fous dangereux, etc. Le délit "d'outrage à accusé" n'existant pas, M. l'Avocat Général ne prend pas beaucoup de risques contre des clameurs entourées de gendarmes. En réalité, il cherche à nous faire sortir de nos gonds, pour ajouter à son palmarès un "outrage à magistrats" bien amené.

2) Constatant notre absence de réactions, M. l'Avocat Général recourt à la provocation brutale: il nous appelle à aller "jusqu'au bout" et massacrer indistinctement magistrats et gardiens de l'ordre (ceci, à la grande indignation de nos anges gardiens). M. l'Avocat Général ignore sans doute qu'il encourt ainsi une inculpation pour incitation à l'assassinat, au pillage, à l'éméute armée.

3) M. l'Avocat Général nous amalgame aux inconscients qui posent des bombes dans les trains ou dans les gares, alors que l'instruction a clairement mis en lumière les précautions que nous avions prises pour ne faire courir de risques à person-

ne, alors que nous avons volontairement renoncé à notre acte pour ne pas risquer de blesser un passant et que la reconstitution a prouvé à l'évidence que rien ne pouvait nous empêcher d'allumer l'engin, la personne survenue se trouvant de l'autre côté d'une grille fermée, n'ayant même pas soupçonné notre présence et les préparatifs étant achevés. Il nous aurait suffi de tendre le briquet mais nous n'avons pas voulu. Ce simple fait suffit, en terme de droit, à réfuter l'accusation de "tentative" puisque notre renoncement était volontaire mais le droit est une chose relative...

4) Enfin M. l'Avocat Général nous assimile pêle mêle à l'ETA, Action Directe, l'IRA, les Brigades Rouges et tutti quanti. Or, contrairement aux actes commis par ces groupes, le nôtre n'est pas le fruit d'une stratégie politique mais une pure réaction affective que nous avons été jusqu'au bout hésitants à mener à bien. M. l'Avocat Général entretient ainsi une confusion entre notre engagement politique bien réel et l'image qu'il a envie de donner de ce qu'il considère comme les "ennemis de l'ordre".

Il se trouve que nous ne prônons ni la "stratégie de lutte armée", ni en particulier la multiplication des attentats comme solution à la question sociale. Nous sommes, il est vrai, communistes révolutionnaires (rien à voir avec le PC, avec les innombrables groupuscules qui se situent à l'extrême-gauche de la politique d'aménagement du Capital). Autrement dit, nous sommes partisans de l'abolition du salariat et de l'exploitation, de la disparition de la société de classe et de la destruction des Etats qui gèrent et défendent tout cela sur toute la planète. Cela exige une révolution sociale qui ne sera certes pas pacifique, les classes dominantes et leurs Etats, qui ont le monopole du terrorisme, ne reculent devant aucune violence et aucune atrocité pour défendre leur pouvoir. Mais nous pensons que cette révolution sociale ne peut être que le produit de la lutte de classes du prolétariat. Notre seule "stratégie politique" c'est d'accomplir les tâches dont la nécessité nous semble dictée par cette lutte. Nous n'éprouvons pas le besoin de mener une guerre personnelle à la société et au vaste monde, ni de nous constituer en commando spécialisé ayant pour but de

disputer à l'Etat son monopole de la terreur. Ce monopole, nous comptions l'abolir non y faire concurrence. Nous n'avons pas d'intérêts particuliers distincts de ceux du prolétariat.

Que pensons nous des actes de violence spontanés, individuels comme le nôtre ? Qu'ils sont le produit nécessaire d'une société tendue à l'extrême par le conflit entre les classes; que l'on n'a pas plus à les juger que l'ensemble des comportements "fous" imposés aux prolétaires par les conditions de vie modernes: vol, absentéisme, etc. Nous ne les prônons pas et ne crachons pas sur ceux qui les commettent. A tout prendre, ils sont infiniment moins destructeurs que la circulation automobile, le travail à l'usine ou l'usage abusif de médicaments (qui, il est vrai, sont indispensables à la survie de la mortifère économie).

Bien que nos motivations n'aient en rien été politiques, celles du tribunal l'ont été, tension au Pays Basque, propagande contre la "recrudescence de la violence", désir de faire une fleur aux services spéciaux toulousains: si nos actes étaient absents du procès, de nombreuses arrières pensées y étaient présentes. On ne peut pas s'indigner d'une telle politisation de la Justice. Il est rarissime que celle-ci se préoccupe de ses sacro-saints principes et juge qui que ce soit pour son délit. Ou alors, il faudrait considérer comme délit la sale gueule, les fantasmes ou indispositions passagères du tribunal, l'ambiance orchestrée par les médias... La présomption d'innocence est une fumisterie. Plus de la moitié des prisonniers sont en attente de leur jugement. La plupart du temps, ni l'instruction, ni le besoin de garantir la répression ne le justifient. Où est la présomption d'innocence quand on doit préparer sa défense en prison, quand on comparait menottes au poing ? La présomption d'innocence ne joue que pour ceux qui sont soutenus par de puissants groupes de pression, ou que des intérêts politiques amènent à ménager. On peut alors saccager une préfecture et prendre 40 jours, comme tel leader paysan, les exemples abondent.

Cette justice est une justice de classe, et nous faisons cependant appel. Peut-être serons nous enfin jugés pour le délit lui-même. Dans ce cas, au moins, nos peines seraient considérablement diminuées. Dans tous les cas, il me semble utile de faire mon possible pour obliger cette justice de classe à apparaître ouvertement pour ce qu'elle est. Je ne me crois pas en mesure de faire pression sur elle, peut-être pourrais-je, comme beaucoup d'autres, contribuer à la démasquer. ●

Le 25 octobre.

Jacques SAULOY
n° 13 927 4/62
Maison d'Arrêt
18 bis Grand-rue St Michel
31005 TOULOUSE